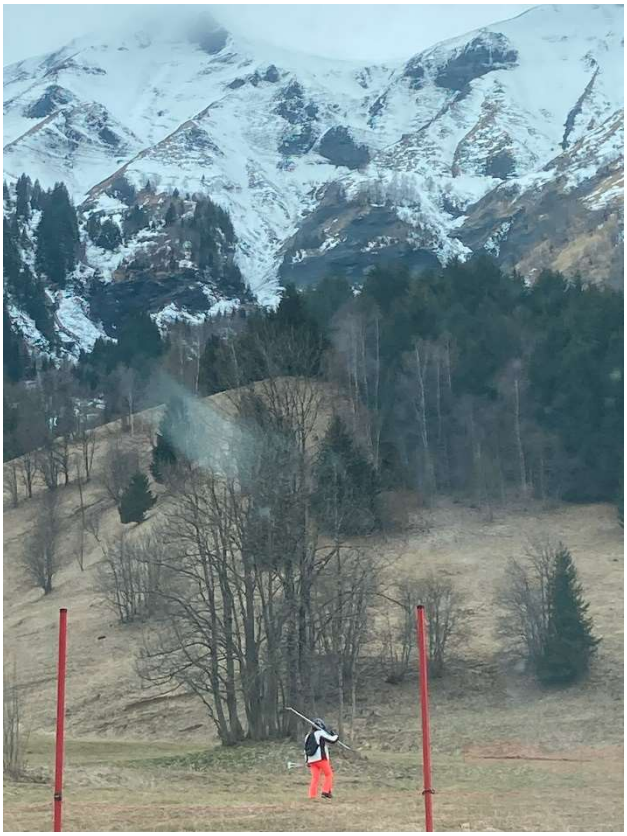
Les enjeux de l'opérationnalisation de l'indice OBREM'ALP pour une transition socio-économique face au changement climatique dans les territoires alpins :

Co-construire un Plan d'Action de résilience Habitants-Acteurs-Chercheurs aux Contamines-Montjoie (Haute-Savoie)



Mémoire de stage de Joséphine Madec

Première année de **Master GTDL**, parcours Aménagement et Développement Durable des Territoires Université Jean Moulin - Lyon III

Année universitaire 2023-2024

Sous la direction de **Michel Belin** et de **Gaëlle Blanchard**,

adjoints au maire des Contamines-Montjoie et maîtres de stage

Encadré par **Pauline Texier**, maîtresse de conférences, et **Muriel Maillefert**, professeure des universités à l'Université Jean Moulin – Lyon III et tutrices universitaires

« Puisez dans le trésor des hauteurs

Mais qu'il brille après vous pour tous les autres. «

Les commandements de Samivel

Poète contaminard (1907-1992)

Avant-propos

Je suis reconnaissante envers la Mairie des Contamines-Montjoie pour le travail que j'ai réalisé avec les citoyens sur l'avenir de leur village et la manière dont orienter la vie locale future. La mission du Maire, Monsieur François Barbier, et de son équipe municipale, saura donner vie au travail des habitants et acteurs locaux.

Je tiens ensuite à remercier Monsieur Michel Belin, adjoint au maire, délégué aux finances et au patrimoine, et Madame Gaëlle Blanchard, adjointe au maire déléguée à l'environnement, à l'aménagement montagne. Mes deux maîtres de stage ont su porter avec audace le projet de résilience de leur territoire à travers mon accompagnement professionnel, et je suis sûre qu'ils sauront valoriser le plan d'action co-construit à travers le temps.

Merci aux agents municipaux de m'avoir accordé leur temps en me confiant les données relatives à leur service, afin que mon diagnostic soit précis et solide.

Je remercie également Madame Pauline Texier et Madame Muriel Maillefert, professeures à la faculté Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3 Jean Moulin, qui m'ont apporté une aide méthodologique précieuse et des conseils judicieux ayant grandement participé à mon apprentissage et à la réussite du projet.

Merci aux membres du comité technique dont le volontarisme, la disponibilité et le travail ont permis de rendre effectif et de solidifier le plan d'action.

Ma reconnaissance revient de toute évidence aux nombreux participants aux ateliers de travail, qui ont su exprimer leur vision du village avec finesse et ouverture. Ces temps conviviaux en intelligence collective ont été le socle essentiel de mon travail. Mon souhait est que leur parole perdure grâce au plan d'action de résilience et soit le moteur fort d'un futur projet de transition porté par l'ensemble du territoire.

Je tiens également à remercier mes proches qui ont accompagné la relecture de ce mémoire et pour leur soutien tout au long de ce projet.

Sommaire

Avant-propos **3**

Introduction **5**

I - La transition des territoires alpins face au changement climatique **9**

I.1. Les montagnes alpines, au cœur de l'urgence climatique 9

I.2. La dynamique acteurs-chercheurs et le choix de co-construire la transition 20

I.3. Les Contamines-Montjoie, entre résistance et résilience 26

II – Méthodologie **33**

II.1. L'indice OBREM'ALP : de la conception du diagnostic à l'enjeu de l'opérationnalisation 33

II.2. La démarche méthodologique d'opérationnalisation en quatre phases 40

II.3. Biais et limites méthodologiques 49

III - Le plan d'action de résilience socio-économique des Contamines-Montjoie face au dérèglement climatique **54**

III.1. Le plan d'action au carrefour du travail de chercheur et de la voix des habitants 54

III.2. Le plan d'action de résilience socio-économique des Contamines-Montjoie face au dérèglement climatique 58

III.3. Co-construire : la rencontre des acteurs de terrain avec les logiques institutionnelles 67

Conclusion **71**

Bibliographie **73**

Table des illustrations **77**

Table des matières **78**

ANNEXES **80**

Introduction

En montagne, le manque de neige est ressenti comme une véritable pénurie, comme il peut en être de l'eau, ou encore des énergies fossiles dans nos sociétés en général. La neige est une matière première qui occupe une place essentielle dans les villages de montagne. Elle est à l'origine du développement économique des Contamines-Montjoie, de son ouverture sur le monde, de sa prospérité économique actuelle. Elle structure l'aménagement, rythme les saisons et trace jusque-là un horizon commun et unanime, presque évident. En ce sens, cette menace qui pèse sur les territoires de montagnes préfigure ce qui s'annonce en plaine dans les décennies à venir comme pour d'autres ressources. La neige est ici une ressource irremplaçable, de même que bientôt, le manque d'énergie fossile imposera une transformation profonde des modes de fonctionnement de l'ensemble de nos sociétés (Jancovici, 2015). De plus en plus, l'avenir du manteau neigeux questionne. Il interroge d'abord les scientifiques, qui en font un vrai sujet d'étude climatique et économique. Il alerte aussi l'Etat, dont l'inquiétude se traduit par de nombreux documents (rapport de la Cour des Comptes, rapport Giraud) et des programmes divers pour anticiper les crises (« Avenir Montagnes », « Espaces valléens »). Au niveau territorial, les stations de moyenne montagne s'alarment peu à peu devant l'état de l'exploitation des domaines voisins, ou de leurs propres pistes.

Face aux conclusions scientifiques et à l'expérience du manque de neige dans plus en plus de stations, le changement doit se profiler dans une dialectique continue entre atténuation des émissions de CO2 et adaptation face au changement climatique. En ce sens, les villages-stations devront à la fois réduire leur impact environnemental dans une démarche d'atténuation des effets du changement climatique grâce à des mesures affectant les domaines les plus polluants (résidentiel, transport, consommation) et transformer leur modèle dans une approche d'adaptation à ce dérèglement afin de prévenir la diminution progressive des sports d'hiver dans leur économie. L'idée du Label « Flocon Vert »[1] répond entre autres à la première disposition en confrontant les stations à leur responsabilité climatique individuelle et en renforçant leur durabilité grâce à la mise en place de dispositifs transversaux. Mais les stations de ski de montagne sont en proie à des risques spécifiques dont elles doivent se

[1] Label de l'association Montain Riders valorisant les destinations touristiques de montagne qui s'engagent dans une politique de développement durable

prémunir : les aléas climatiques s'intensifient et leur fréquence augmente, la diminution du manteau neigeux accentue la vulnérabilité du modèle socio-économique qui repose quasi exclusivement sur le tourisme. Face à ces risques accrus et la fragilité du milieu montagnard, les acteurs locaux peuvent choisir de s'appuyer sur l'expérience collective du vécu d'évènements historiques majeurs et se mobiliser pour diminuer leur forte dépendance à des facteurs échappant à leur contrôle (variabilité de la fréquentation touristique et des tendances de consommation, instabilité climatique susceptible de causer des accidents ou des catastrophes et d'affecter l'exploitation du domaine skiable, saturation résidentielle du village impactant sur le long terme l'installation d'une population locale). Les "stations fantômes" ne sont déjà plus là pour dire l'importance du chemin vers l'adaptation, mais aussi celui du renoncement (Métral, 2020).

L'adaptation au changement climatique s'inscrit dans un processus de transition écologique et solidaire, « celle d'un territoire sobre, inclusif et résilient, qui répond avant tout aux besoins primaires de sa population. Elle s'appuie sur un cap, des dynamiques, un souci constant d'évaluation et d'amélioration ». Il est écrit dans la Charte du Comité d'orientation des territoires en transition de l'ANCT que « la transition écologique et solidaire prend corps dans le bloc communal, trouve sa pertinence à l'échelle de l'intercommunalité (ou du groupement d'intercommunalités), en cohérence avec les orientations stratégiques de la région. » Bien avant de s'élaborer dans l'articulation des objectifs entre les échelons administratifs, la transition naît d'une mise en récit commune et partagée du territoire. Elle nécessite un sentiment d'appartenance collectif à travers lequel les habitants doivent sentir qu'ils ont un pouvoir d'agir dans l'espace qu'ils investissent. Cette adaptation est le chemin vers un territoire résilient, c'est-à-dire capable de se reconstituer après avoir subi un choc et de vivre dignement malgré des bouleversements structurels et intenses (Holling, 1973 ; Cyrulnik, 2002, Couvent 2010). La résilience nécessite de réinventer d'autres voies face au changement climatique mondial (Morin, 2011), elle réclame une transformation sociale et politique plus profonde.

Le village des Contamines-Montjoie se situe dans le département de Haute-Savoie (74), en région Auvergne-Rhône-Alpes et au sein de la Communauté de communes Pays du Mont-Blanc. Surplombé par le Mont Joly et l'arrête des dômes de Miage, le village est le plus haut

bourg du val Montjoie (1 164 m d'altitude). L'aménagement de la montagne divise le flanc Ouest, matérialisé par le domaine skiable associé à la station d'Hauteluce, géré par la SECMH et qui s'élève jusqu'à 2500 mètres d'altitude, et le flanc Est, objet d'une préservation spécifique à la réserve naturelle des Contamines Montjoie, gérée par l'association ASTER. La commune abrite 1093 habitants (en 2021) et elle peut accueillir plus de 15000 visiteurs.

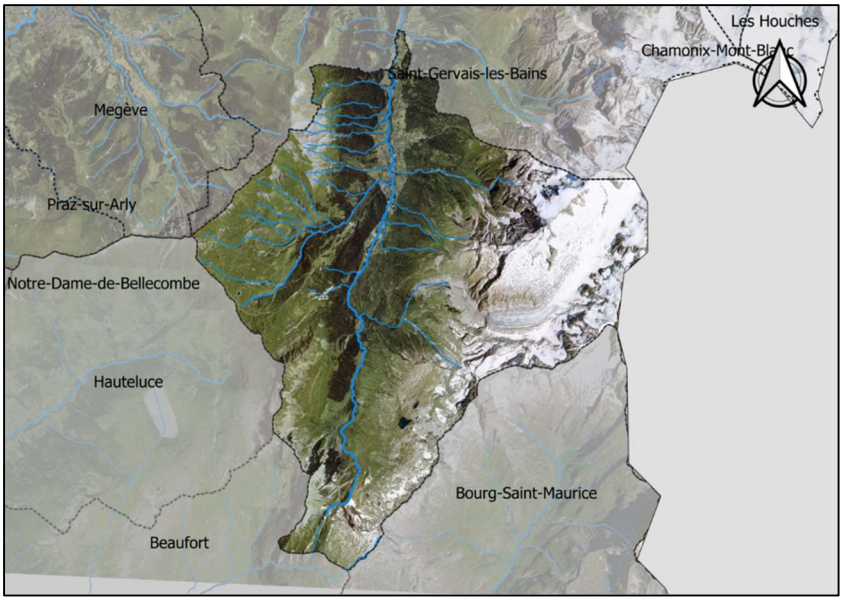


Figure 1 : Carte orthophotogrammétrique de la commune (source : Wikipedia)

L'ambition de mon stage naît du projet européen CORESTART'ADAPT piloté entre 2018 et 2022 par l'Université Lyon 3 Jean Moulin, fruit de la collaboration entre chercheurs, étudiants, élus et acteurs locaux. Ce projet visait à évaluer et proposer un diagnostic pour accroître la résilience des territoires alpins de trois manières : l'évaluation de la capacité d'adaptation de chaque territoire selon un travail méthodologique précis, l'élaboration de pistes stratégiques, l'implication des acteurs du territoire. Il aboutit en 2022 à la conception de l'indice de résilience relative OBREM'ALP, diagnostic complet des ressources de 140 communes alpines dans l'adaptation au changement climatique. Grâce à son approche transversale, l'indice montre le lien entre les diverses ressources et leur potentiel dans les solutions d'adaptation : elles peuvent à la fois être une source de vulnérabilité et une force pour les territoires de montagne. La pénurie de neige subie ou crainte par les stations de ski fait aussi de ces territoires des modèles d'expérimentations pour initier la transformation vers un modèle plus résilient. En effet, l'enjeu de la transition du village des Contamines-Montjoie

est au cœur de mon stage, dont la mission principale s'articule autour de la mise en œuvre d'un plan de résilience territorial face au changement climatique co-élaboré par les habitants, les acteurs locaux et les chercheurs. Cette mission aboutit à des résultats probants en matière de participation citoyenne et permet une analyse approfondie contextualisée de la dynamique acteurs-chercheurs, résumée dans le questionnement suivant : **en quoi la convergence entre la démarche participative ascendante et le travail scientifique peut-elle à la fois nourrir les politiques publiques futures et s'inscrire dans le sillage de la recherche en matière de changement climatique ?**

La première partie de ce mémoire s'attache à présenter une perspective globale de la littérature scientifique sur la transition des territoires de montagne et des stations de ski. Dans un second temps, il s'agira de détailler la méthodologie employée au travers des phases successives du stage. Enfin, l'analyse de la co-construction du plan d'action de résilience constituera une base pour la présentation des résultats.

I - La transition des territoires alpins face au changement climatique

I.1. Les montagnes alpines, au cœur de l'urgence climatique

I.1.1. Les stations de ski alpin, entre réalité et mirage

Les territoires de montagne sont les premiers sujets à subir les effets néfastes du changement climatique en France. La hausse des températures moyennes y est deux fois plus importante qu'ailleurs (Météo-France, 2020), particulièrement en zone de haute altitude et en période estivale, ayant pour effet une réduction de la hauteur et de la qualité du manteau neigeux ainsi qu'un déséquilibre prononcé de la pluviométrie (OPPC, 2013). Cette variabilité saisonnière des précipitations accrue provoque une irrégularité de la disponibilité de la ressource en eau due à la modification du régime hydrographique, mais aussi une évolution du régime avalancheux alpin. L'accumulation intense de neige suivie d'un redoux quasi immédiat est susceptible de provoquer des avalanches violentes de neige humide (Prudent-Richard et *al*., 2008). La fréquence des laves torrentielles augmente en période chaude dans les Alpes du Nord (Jomelli et *al*., in Einhorn et *al*., 2015), entraînant une importante arrivée d'eau à la suite de forts orages et de la fonte rapide des neiges qui conduit, en août 2005 à la formation d'une lave torrentielle dans le torrent de l'Armancette[2]. La diminution de la pluviométrie estivale révèle des périodes de sécheresse plus fréquentes et plus longues, favorisant le départ d'incendies et la diffusion du scolyte[3] dans les forêts, en plus de mettre à l'épreuve la faune et la flore locales. En outre, les roches se réchauffent et la rapidité accentuée du rythme du cycle gel/dégel augmente l'efficacité de la gélification (éclatement de la roche sous l'effet du changement de volume de l'eau présente dans les fissures) menant à l'intensification du phénomène d'érosion et la dégradation du pergélisol avec un effet direct sur la récurrence et l'importance des aléas naturels (augmentation de la fréquence et du volume des éboulements).

2 Entraînant notamment le déplacement de l'axe du lit du Bon Nant en rive gauche sur 30 mètres et la formation d'un lac de 300 mètres de long et de nombreux dommages matériels (sur les barrages, les déversoirs, les véhicules et les maisons).
[3] Sous-famille d'insectes coléoptères de la famille des Curculionidae qui attaque les arbres.

Figure 2 : Lave torrentielle du Nant d'Armancette, le 22 août 2005 (source : PPR 2016 Contamines-Montjoie)

L'ensemble de ces phénomènes géomorphologiques influe sur les paysages et le vivant à travers une reconquête forestière au détriment de terrasses et de pâtures, un décalage des étages de la végétation vers le haut constituant des obstacles pour les éboulements et les coulées boueuses ou avalancheuses, et par conséquent une évolution de la biodiversité faunistique et floristique qui doit s'adapter à la transformation des milieux environnementaux.

Samuel Morin souligne à son tour en 2022 l'ampleur du phénomène de la fonte des neiges et des glaciers et l'incidence de ces bouleversements sur l'activité anthropique du fait de la vulnérabilité inhérente au milieu montagnard. Ainsi, ces phénomènes naturels sont inscrits dans un système complexe et fragile, où la montagne et les humains sont imbriqués, notamment via la pratique sportive et ludique (Morin, 2022). Depuis les dispositifs successifs du « Plan neige » développé à grande échelle sur le territoire national de 1964 à 1967, les aménagements créés autour de l'exploitation de la ressource « neige » exerce en effet une pression inédite sur l'économie des stations de ski françaises.

A cet égard, une étude publiée en 2019 dans la revue « Nature » fait part de la dégradation progressive du manteau neigeux dans les Alpes et les Pyrénées françaises tout au long du XXIème siècle en fonction des scénarii du GIEC (Spandre et *al.*, 2019). Ainsi, la raréfaction de la neige en dehors des stations des sommets alpins de haute altitude réduira considérablement l'ampleur et la période d'exploitation des domaines skiables du massif. Tandis que les équipements comme les téléskis deviendront inutilisables dans certaines stations de moyenne montagne et les exploitants ou les collectivités devront envisager leur

démontage (Achin, in Piazza Morel, 2017), les investissements et aménagements nécessaires pour maintenir l'enneigement (retenues collinaires, enneigeurs, extension des domaines en altitude…) rendront la pratique des sports de neige plus onéreuse, financièrement, énergétiquement et environnementalement. Cette logique d'accès pour les plus riches exacerbera la concurrence entre quelques stations de haute montagne au détriment d'un tourisme plus diffus, moins saisonnalisé et moins impactant. L'augmentation de 30% des prix de l'immobilier dans les stations de ski entre 2020 et 2023[4] est une des manifestations de la sélection d'une clientèle de plus en plus aisée.

Face au changement climatique et à la nécessité de s'adapter, les réactions sont nombreuses et témoignent d'un décalage encore notable entre la parole scientifique et la perception des acteurs locaux. D'un côté, le risque relayé par les différents scénarii du GIEC, précisant qu'« en haute montagne, l'épaisseur moyenne de neige en hiver à basse altitude diminuera probablement de 10 à 40% en 2031-2050 par rapport à 1986-2005, quel que soit le scénario d'émissions » (GIEC, 2013). De l'autre, la temporalité perçue par les acteurs est ancrée dans un contexte de prospérité immédiate des stations bénéficiant encore de l'altitude. Les décisions en matière d'investissements sont révélatrices de la vision d'un avenir marqué par la persistance du modèle « tout-ski » (plan d'investissement départemental de 250 millions d'euros jusqu'à 2026 en Haute-Savoie pour la relance des stations de ski), qui contrastent avec des prospections scientifiques.

Quant au choix de repousser les limites du changement grâce aux équipements d'enneigement artificiel, il paraît aujourd'hui contrasté par la réalité des études scientifiques qui soulignent une baisse d'efficacité de ces solutions. A ce sujet, les chercheurs expliquent : « Une couverture fractionnée de 45 % de l'enneigement, représentative des infrastructures du début des années 2020, devrait améliorer la fiabilité de la neige sur des conditions de neige de damage uniquement, à la fois pendant la période de référence 1986-2005 et en dessous de 2°C de réchauffement climatique depuis l'ère préindustrielle. Au-delà de 3°C de réchauffement climatique, avec une couverture de 45 % d'enneigement, les conditions d'enneigement deviendraient souvent peu fiables et induiraient des besoins en eau plus élevés. » (Spandre et *al*., 2019). Selon les données de l'ANCT, 20 à 25 millions de m3 par an

[4] D'après les chiffres de la Fédération nationale de l'immobilier.

sont consommés par la neige artificielle dans les Alpes françaises, soit la consommation d'eau annuelle de la ville de Grenoble[5]. Les autres usages pourraient, à terme, être menacés si les enneigeurs monopolisent cette ressource (François in Piazza Morel, 2017). Quant à l'électricité, sa consommation augmenterait de 18 % à 2°C et de 24 % à 4°C de réchauffement dans le cadre de la production de neige artificielle. La baisse de la ressource en eau causée par la réduction des précipitations estivales et l'accélération de la fonte des neiges, assortie à la hausse de sa consommation liée à l'augmentation de la fréquentation touristique et à l'utilisation accrue des équipements d'enneigement, a des effets directs sur le tourisme hivernal et estival et sur la vie locale, car elle menace l'approvisionnement en eau potable, rappelle un rapport de l'Agence Nationale des Collectivités Territoriales. Ceci sans compter l'impact de la diminution de la ressource en eau sur d'autres activités locales, notamment sur l'agriculture (ANCT, 2023). Mais le questionnement sur les conséquences de la mise en place d'aménagements pour compenser le manque de neige s'accompagne aussi d'une inquiétude quant à leur efficacité. Ainsi, même si 50 % des stations de ski européennes fonctionnaient avec de la neige artificielle et cela dans le cadre d'un réchauffement à 2°C, 27 % des stations seraient menacées de disparition. Dans le scénario d'un réchauffement à 4°C, ce nombre passerait à 71 %[6]. Aux chercheurs de rappeler : « Même si l'on prévoit qu'une fraction substantielle des stations de ski européennes pourra encore fonctionner avec un réchauffement climatique de 2°C, la capacité des destinations touristiques de ski, dans leur ensemble, à réaliser leur part des réductions d'émissions de gaz à effet de serre nécessaires pour rester en dessous de ce niveau de réchauffement climatique est un défi majeur. » (Hugues et *al*., 2023)

L'argument socio-économique phare de la mise en place d'équipements visant à compenser le manque de neige dans les stations de ski est que ces équipements sont la solution pour retarder une crise économique et démographique majeure dans ces territoires. Certes, ces espaces échappent à cette crise à court voire très court terme, mais c'est sous-estimer l'impact néfaste du maintien du modèle « tout-ski » dans le développement local des villages-stations : perte de capacité de gestion autonome du territoire et dépendance aux

[5] Note pédagogique France Nature Environnement AURA neige artificielle - page 3.
[6] Sans recours à l'enneigement artificiel, 53% des stations sont menacées dans le cadre d'un réchauffement à 2°C contre 98% des stations pour une hausse de 4°C.

revenus importés, poids démesuré du secteur des services dans l'économie locale par rapport à l'activité agricole et forestière marginale, dépendance permanente au climat et vulnérabilité accrue du territoire face au changement climatique (García, 2012). Il faut alors alors à repenser le rôle du tourisme face aux évolutions qui pèseront sur les territoires dans les années à venir - changement climatique, inégalités sociales et vieillissement des populations- grâce à la prise en compte de la complexité de l'activité touristique en montagne pour comprendre ses causes et estimer objectivement ses effets (Bouhaouala, 2023).

Au regard de ces conditions climatiques, la transition écologique impose des choix exigeants pour le modèle économique des stations de montagne. Ces choix devraient être planifiés en tenant compte de leurs incidences à long terme, afin de ne pas produire des impacts indirectement néfastes. En Espagne catalane, les stratégies d'adaptation face au changement climatique subi par les stations ont généré des externalités environnementales non négligeables. En effet, le développement de nouvelles activités touristiques de remplacement a engendré des impacts environnementaux importants sur la montagne, c'est l'exemple du vélo de montagne qui peut notamment contribuer à l'érosion des sols, à une perte de la faune et de la flore ainsi qu'à un appauvrissement des paysages (Sauri et Carles Llurdés, 2020).

I.1.2. Le poids du tourisme sur le développement territorial : une impasse ?

Aujourd'hui, la rareté foncière empêche le développement habituel de la vie locale des villages, le modèle économique est dépendant de la santé des sports d'hiver, la diminution de la ressource en eau est accentuée par les moyens destinés à compenser le manque de neige, la pratique agro-pastorale se voit confrontée à la raréfaction de la réserve foncière agricole due à la rentabilité foncière accrue du secteur résidentiel. Cette spécialisation du foncier pour la construction de résidences secondaires brise l'équilibre latent entre tourisme et vie locale à l'année. Ainsi, Vincent Vlès décrit une dynamique du « tout-jetable » dans la logique immobilière actuelle des stations. Selon Emmanuelle Marcelpoil, « ce processus de renouvellement par extension plutôt que par rénovation de l'ancien en centre de village ou de station produit une fuite en avant immobilière, un « système en spirale » » (Marcelpoil, 2008). Les biens délaissés s'y louent plus difficilement, les stations se disqualifient rapidement et entrent dans une logique « d'atténuation de l'offre d'hébergement », la friche touristique

gagne » (Vlès, 2019). De fait, le modèle des « villages-stations » était remis en cause bien avant l'essoufflement des constantes climatiques, à cause de cette logique systémique de l'offre touristique. Selon Philippe Bourdeau, ce n'est qu'à partir du milieu des années 2000 et d'un hiver 2006-2007 marqué par un déficit drastique de l'enneigement que la question environnementale acquiert une légitimité dans les stations : « Les stations s'engagent pour la planète » à Avoriaz, les « Ateliers de la terre » à Courchevel, approvisionnement en énergie renouvelable de plusieurs stations françaises (Chamrousse, Serre-Chevalier), démarche de certification ISO 14001 et Qualité Sécurité Environnement (Les Ménuires, Montgenèvre), lancement de la « Charte nationale en faveur du Développement durable dans les Stations de Montagne » par l'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne (Ski France, 2007). L'auteur argue pour autant que « le modèle industriel du tourisme caractérisé par la standardisation de l'offre, la spécialisation saisonnière, la dépendance vis-à-vis du marché immobilier et la banalisation paysagère et expérientielle atteignent des limites en matière de durabilité. L'apport d'autres modèles plus souples, diversifiés, créatifs et soutenables peut alors être examiné ». C'est le cas par exemple d'un tourisme qui invite à repenser le rôle des visiteurs dans l'expérience du territoire comme un lieu culturel doté d'une force patrimoniale en tant que telle, faisant de chaque destination un lieu singulier. Dans son approche critique du modèle industriel des stations de ski, Philippe Bourdeau signale leur incohérence structurelle face à la question environnementale, dont le modèle est basé sur trois « contradictions majeures ». Tout d'abord, la place consacrée à l'automobile est responsable de la massification du tourisme entraînant la saturation des axes routiers menant aux pistes (85% des skieurs se rendent en voitures en vacances d'hiver pour une moyenne de 455 km). Deuxièmement, l'immobilier joue un rôle de financement externe des investissements dans les remontées mécaniques (Berlioz, 2006) et est tributaire de l'obsolescence et des stratégies spéculatives énoncées précédemment (738 100 lits touristiques en Haute-Savoie en 2022 contre 200 000 en 2010[7]). L'enneigement industriel est la troisième contradiction soulignée par le géographe, entre artificialisation accrue des domaines, dommages sur la biodiversité causés par la modification du régime des eaux des torrents et surconsommation d'énergie et d'eau concurrençant l'approvisionnement en eau potable. Au regard de cet instrument,

[7] Observatoire ASMB 2023.

qualifié par l'auteur de « quasi unique palliatif choisi face au déficit de neige naturelle », l'auteur dénonce l'évolution de la communication des stations vers une publicité « verte » (éléments de publicités, labellisations non-évaluées, certifications peu ambitieuses) (Bourdeau, 2009).

Le constat de la non-durabilité du modèle « tout-ski » est partagé par un grand nombre d'auteurs qui s'inquiètent de l'avenir des stations françaises. Vincent Vlès dénonce l' « hyperspécialisation » des vallées « autour d'une fragile monoactivité neige » (Vlès, 2019), tandis que le rapport officiel de la Cour des Comptes sur les stations de montagne face au changement climatique dresse un sombre constat : « La viabilité économique d'un grand nombre de stations est d'ores et déjà fortement compromise à court terme. Statistiquement, il s'agit de stations de basse et de moyenne montagne. Les stations les plus préservées ne seront menacées par le réchauffement climatique que dans la seconde moitié du XXIe siècle. D'autres le seront dès la période 2030/2050. » (Cour des Comptes, 2024)

Les « villages-stations » voient de plus en plus leur survie conditionnée à la santé de l'économie touristique. Elles deviennent, de fait, dépendantes des externalités positives ou négatives provoquées par le tourisme : leur stabilité économique est mise à mal lors des crises et leur avenir est menacé par une pression constante sur les ressources. Ainsi, si les stations de moyenne montagne souffrent de l'irrégularité des saisons d'enneigement et du manque de neige, la haute montagne subit quant-à-elle la saturation des stations causée par la rareté croissante des domaines skiables encore exploitables et leur avenir à moyen-long terme demeure instable, aboutissant *in fine* à « des scénarios de sanctuarisation du ski dans un certain nombre d'entités. », selon Philippe Bourdeau (2009). L'évènement de la crise de la Covid-19 est un cas d'école pour saisir l'impact d'un choc soudain sur le modèle socio-économique des stations de ski : la réactivité et les moyens d'agir des acteurs économiques ont été inégalitaires. Aux Contamines-Montjoie, certains socio-professionnels ont su adapter leur activité (livraison à emporter en restauration, diversification des équipement sportifs chez les loueurs de matériel) tandis que d'autres entreprises ont connu de fortes ruptures d'approvisionnement lié à l'arrêt des importations et que les travailleurs saisonniers, désœuvré, ont vu les moyens de subsistance remis en cause. Ces degrés variés des capacités

individuelles sont le symbole d'une « vulnérabilité différentielle » (Texier et Maillefert, 2024, en révision).

Depuis quelques années, plusieurs tendances se dessinent pour la montagne de demain, ceci devant la réalité des prévisions climatiques actuelles mais aussi face aux répercussions du modèle touristique sur la vie locale des habitants. Aujourd'hui devenue « économie de substitution par rapport à l'agriculture et à l'industrie de montagne », l'économie touristique, confrontée à sa propre instabilité doit prendre en compte l'existence de ses contradictions internes et permettre la cohabitation avec « l'intérêt porté à de nouveaux espaces, de nouveaux publics, de nouveaux temps, de nouveaux sens et de nouveaux modes d'intelligence culturelle et territoriale du tourisme. Ceci grâce à l'affirmation de la légitimité d'une pluralité d'acteurs et d'opérateurs, de modes de travail, de choix de vie professionnelle, de vie quotidienne et de modèles récréatifs qu'un modèle purement industriel et marketing du tourisme ne saurait suffire à stimuler et à intégrer. » (Bourdeau et *al.*, 2007) Ainsi est questionnée la naissance d'une nouvelle approche de la montagne, où la vie locale ne dépend plus autant des intérêts économiques du secteur touristique, vers une vision territoriale plus ancrée, moins consumériste, plus contemplative et respectueuse des aménités locales. Cela suppose une réorientation de l'emploi vers des métiers qui dépendent moins de variables économiques externes et davantage des ressources du territoire. En ce sens, les chercheurs invitent à repenser la place qui revient de droit aux populations locales dans l'écosystème de la montagne : « Dans la mesure où l'existence d'une « société montagnarde » est indispensable au déploiement réussi d'une activité marchande et l'environnement est fondamental pour la durabilité de l'activité humaine en montagne » (Bouhaouala, 2023).

Cette mutation de la montagne interroge particulièrement la façon d'habiter ces espaces investis par des « néo-habitants » qui s'inscrivent dans un nouveau paradigme récréatif dans leur relation à leur environnement de proximité. Une lutte socio-locale naît donc entre deux registres de représentation du territoire : l'habitabilité récréative « néo-rurale » confronte l'habitabilité traditionnelle historique de la montagne, faîte de rencontres locales entre les « gens du pays » (Corneloup, 2023). Sur ce point, la chercheuse Anne Barrioz parle des hautes vallées alpines comme des refuges pour les « néo-habitants » contre la conformité des logiques économiques ou des ambitions carriéristes, avec le développement d'une sensibilité

pour la montagne. Le destin de ces territoires semble alors façonné par les aspirations individuelles et collectives à la lumière des changements actuels (climatiques, sociaux, environnementaux, économiques). Le rôle des évolutions climatiques et de la pollution dans les migrations alpines demeure croissant, tandis que la gentrification des vallées alpines (notamment haute-savoyardes) interroge la responsabilité des acteurs locaux et nationaux face à l'accroissement des inégalités, en termes d'accès au logement, aux services et aux commerces : « Sensibiliser à l'accueil et à l'intérêt de maintenir une économie résidentielle dans les hautes vallées alpines semble également important. Quelques arrivées peuvent suffire à enclencher une nouvelle dynamique mais envisager ces confins, comme d'autres territoires, dans des perspectives à long terme (dépassant la cinquantaine d'années), semble une condition *sine qua non* à l'attractivité des hautes vallées alpines françaises. En ce sens, les difficultés liées au système démocratique local actuel apparaissent comme des freins au dynamisme de ces territoires et à la capacité d'adaptation des acteurs mais rappellent une nouvelle fois que les hautes vallées alpines françaises sont des territoires de vie à part entière. » (Barrioz, 2019)

Cette nouvelle façon d'habiter le territoire montagnard n'est pas la seule évolution qui témoigne d'une transformation de modèle « par le bas ». Elle s'accompagne en effet d'un changement dans les pratiques et les modes de consommation de la montagne. On assiste ainsi à une nouvelle forme d'habitabilité, cette fois-ci « récréative » (Corneloup, 2023), c'est-à-dire l'idée que la montagne est un espace de liberté défini comme un bien commun à protéger en tant que « milieu de vie ». C'est ce qui conduit notamment un néo-mouvement social à se mobiliser contre l'aménagement en remontées mécaniques des Vans (Chamrousse), figure de défense des espaces de l'alpinisme contre l'expansionnisme des domaines skiables. Il s'agit d'une transformation de la pratique de la montagne sous un prisme social néo-rural qui bouleverse les identités : ainsi la montagne devient le lieu de revendications de cette nouvelle « habitabilité récréative », moteur des engagements locaux pour réclamer des moyens collectifs et individuels pour vivre mieux (culture, d'équipements). C'est en s'appuyant sur cette notion que l'auteur appelle à repenser la conception de la chaîne de valeur montagnarde en termes de « transition récréative » : « L'enjeu est de favoriser l'habitabilité récréative de ces habitats montagnards pour en faire des lieux de vie permanents

qui s'enracinent dans des histoires de vie pérennes. Les stations de montagne passeraient d'un statut de satellites des métropoles à celui de cités montagnardes permettant de lutter contre les lits froids et le mitage des hébergements, tout en favorisant le maintien des populations locales, les migrations d'agréments et réduire la focalisation des aménagements sur les pratiques de ski de piste et la montagne hivernale. » De ce fait, la question de l'avenir des territoires de montagne dépasse largement l'enjeu de la pérennité du manteau neigeux, mais il engage des visions de modèles du rural en mutation.

I.1.3. Les voies de l'adaptation : quelles trajectoires pour quelles transitions ?

Alors que l'or blanc file entre les doigts des « villages-stations », il convient d'explorer d'autres modèles de développement. A cet égard, la plupart des stations s'appuient sur la diversification pour garantir l'avenir des sommets. La Savoie a même fait de son plan de diversification un objet de communication dirigé vers le tourisme. L'article de Anouk Bonnemains et Cécilia Claeys décrit la trajectoire d'adaptation des grandes stations de ski face au changement climatique comme une « adaptation d'ajustement », soit une politique privilégiant le maintien du modèle territorial établi, opposée à une « adaptation transformationnelle » entendue comme la mutation de la nature du modèle (Simonet, 2020). Cette adaptation se manifeste par le développement des équipements de la montagne, visant à compenser le manque de neige et à permettre une exploitation satisfaisante des domaines skiables. Vincent Vlès explique que ce choix d'opter pour une « adaptation d'ajustement » vient de la complexification des relations d'interdépendance entre le développement du village et celui de la station. Il entraînerait une somme d'« actions marginales de « diversification », de « tourisme 4 saisons » » : « homéopathiques », qui reflètent l'impuissance diffuse des territoires à se défaire de l'emprise du « tout-ski ». Vincent Viguié parle quant-à-lui d'un phénomène de « mal-adaptation » (Barnett et O'Neil, 2010) de certaines stratégies de lutte contre la baisse de l'enneigement, à travers l'exemple de la station de ski pyrénéenne de Luchon-Superbagnères qui, en 2020, avait eu recours à la livraison par hélicoptère de 50 tonnes de neige pour lutter contre le manque de neige en bas des pistes. Selon lui, « tout cela fait courir le risque d'entrer dans un cercle vicieux, où le changement climatique pourrait amener lui-même à une hausse des consommations d'énergie conduisant, à son tour, à un processus d'auto-entraînement, à une hausse des émissions de gaz à effet de serre. » Si ce

cercle vicieux des effets des politiques de mal-adaptation pourrait intensifier le bilan carbone des stations, cet effet est aussi social, puisqu'il risque d'entraîner les stations dans une dépression économique, menaçant leur survie à long terme.

Depuis les débuts de l'industrie du ski, des stations disparaissent chaque année, faute d'un modèle économique et touristique solide. Il s'agit pour la plupart de micro-stations de moyenne altitude comprenant une ou deux remontées mécaniques. Pierre-Alexandre Métral (2021), dans une analyse des trajectoires territoriales des stations de ski abandonnées, dresse le constat suivant : parmi les 583 stations construites en France, 166 ont fermé. Bien que la disparition de ces stations de ski ne semble pas directement liée au phénomène du dérèglement climatique, elles sont un exemple pratique des trajectoires post-touristiques possible des stations. Ainsi, certaines stations sont réinvesties par la nature ou les alpages. D'autres sont reconquises par les périurbains, qui voient les prix du foncier décliner et qui sont attachés à la tranquillité et au cadre de vie montagnard. D'autres encore développent une offre alternative de sports d'hiver, adaptée à leurs conditions d'enneigement. Enfin, certaines stations transforment entièrement leurs activités touristiques vers des loisirs indépendants des conditions climatiques.

Aujourd'hui, c'est le changement climatique plutôt que la fragilité économique qui ébranle l'écosystème de nombreux domaines skiables français, qui ont été contraints de renoncer au ski. Les fermetures de station ne sont plus un phénomène marginal mais elles concernent désormais la plupart des stations de moyenne montagne. Face au déclin de l'activité touristique liée au ski, ces stations se distinguent par la manière d'aborder le changement. Certaines stations décident de ne pas transformer la fonctionnalité de leur offre mais d'en modifier uniquement le gestionnaire (« transition sous contrainte »). La transition peut aussi naître d'un projet citoyen plutôt que d'une volonté institutionnelle descendante (« transition auto-organisée »). Enfin, le changement peut émerger d'une programmation anticipée et volontaire de la fin du ski devant le constat d'une vulnérabilité croissante (« transition planifiée »). Ces différentes manières d'entreprendre l'avenir des stations de ski fermées françaises montrent une diversité d'amorces face à la nécessité de changer. Pierre-Alexandre Métral rappelle cependant que le choix d'une transition planifiée par un travail d'ingénierie territoriale paraît le plus raisonnable pour prévoir « l'après-ski » : « L'arrêt définitif des

domaines skiables découle d'une décision rationnelle face à une situation d'impasse, quand bien même cette trajectoire est difficile à engager pour les territoires. Si cet horizon est identifié rapidement, il permettra aux gestionnaires et aux collectivités de préparer la sortie progressive du ski et d'anticiper le dessein du territoire dans l'après-ski pour ainsi limiter les effets néfastes d'un changement brutal » (Métral, 2021). La littérature scientifique donne à voir une multitude de trajectoire empruntées par les stations ayant abandonné l'activité ski avec une modification des fonctionnalités et des modes de gestion des domaines : enfrichement, renaturalisation, reprise de nouvelles activités, réappropriation des sites, repositionnement touristique des communes.

I.2. La dynamique acteurs-chercheurs et le choix de co-construire la transition

I.2.1. La pertinence de l'approche acteurs-chercheurs dans le développement territorial

Pour élaborer une mise en récit collective du territoire par les acteurs de terrain, la participation est au centre de la démarche acteurs-chercheurs. De nombreuses façons d'impliquer les citoyens ont vu le jour dès le début du XXème siècle. Les évolutions historiques des processus de participation sont révélatrices de la manière de considérer l'Homme dans sa nature et dans son ensemble. A l'échelle du développement territorial, les experts et les politiques ont d'abord privilégié une gestion « top-down » -descendante- inscrite dans une logique économico-centrée propre à l'idéologie dualiste de l'époque. Dès les années 1970, on assiste à une montée de l'approche participative « bottom-up » -ascendante- expliquée par l'échec des politiques de gestion « top-down » matérialisées par l'Etat Providence, le décalage des réalités entre des acteurs extérieurs « hors-sol » et la population, l'émergence de nombreux mouvements de revendications sociales qui appellent à l'expression d'un « pouvoir d'agir citoyen ». Un ouvrage publié en 2020 souligne par ailleurs les limites des approches et des stratégies d'approche descendante qui font fi du travail de concertation nécessaire pour apporter une réponse cohérente aux besoins de terrain. Grâce à une démarche comparative, l'étude met en exergue l'inadéquation des solutions adressées à la population par les pouvoirs publics avec le contexte socio-économique du territoire à la suite d'un aléa climatique comme

un tremblement de terre (Olori et Marzo, 2020). Elle souligne en revanche la réussite de l'approche ascendante déployée par des coopératives de communautés en réseau avec les administrations publiques dans certaines régions comme l'Apennin (Italie) dans la fourniture de services sociaux. Selon les auteurs, « Ces actions de bas en haut seraient capables de déclencher des processus vertueux de promotion du territoire orientés « par la volonté de chacun d'améliorer son cadre de vie, à travers un engagement collectif » (Citarella). » (Gwiazdzinski et *al*., 2020)

Ainsi, la manifestation de ce paradigme « ascendant » permet à l'individu participant d'exprimer sa citoyenneté selon trois dimensions d'implication : politique (vote), civique (débat public et citoyenneté active) et sociale (mouvements sociaux et Société Civile) (Thibault et *al*., 2000). Pour qualifier cette nouvelle forme d'émanation démocratique, Jacques Caillouette et Paul Morin (2007) parlent de « citoyenneté territoriale de proximité ».

L'implication du domaine universitaire dans les processus de participation se traduit par l'approche de la « recherche-action », autrement dit par une « démarche fondamentale dans les sciences de l'homme, qui naît de la rencontre entre une volonté de changement et une intention de recherche. Elle poursuit un objectif dual qui consiste à réussir un projet de changement délibéré et ce faisant, faire avancer les connaissances fondamentales dans les sciences de l'homme. » (Lewin, 1947, Liu, 1992). La recherche-action articule d'une part l'action, volonté de modifier la situation initiale d'un groupe donné dans un espace de réflexion, d'autre part la recherche, ensemble de savoirs théoriques, de méthodes et d'analyse, enfin la participation, essence de la démocratie participative et démocratisation de la production des savoirs. Ces trois piliers induisent l'émergence de méthodes diverses aussi bien dans la production d'une analyse ou d'un diagnostic que dans la gestion quotidienne des ressources par les acteurs : outils d'enquêtes participatifs, sciences participatives, démocratie participative, gouvernance autonome. La recherche-action procède en trois étapes interdépendantes : l'évaluation (la fusion des savoirs scientifiques et des savoirs locaux), le dialogue (la rencontre entre l'expert scientifique et « l'expert d'usage »), l'action (la cohabitation de l'acteur institutionnel et du citoyen). Le projet CORESTART'ADAPT a permis de faire émerger un diagnostic co-construit de la résilience territoriale grâce à de nombreux entretiens qualitatifs et un diagnostic des capacités d'adaptation de la population basé sur

des données quantitatives, matérialisé par un livret diagnostic détaillé sur les moyens d'existence des habitants de Ceillac et des Contamines-Montjoie.

I.2.2. Une transition co-construite par les acteurs locaux ou la rencontre d'un destin collectif

Le projet CORESTART'ADAPT mise sur une transition co-construite, comme le résultat d'un processus démocratique qui s'ancre profondément dans les réalités locales. Un projet de transition mené sans les acteurs et les habitants du territoire n'a pas de sens, ni dans sa conception, ni dans sa mise en œuvre.

Dans cette perspective, il appartient aux habitants et aux acteurs locaux d'identifier et de porter la parole légitime du « territoire vécu » (Frémond, 1976) car ils sont ceux qui connaissent le mieux leur territoire de par leur statut d'habitant et d'acteur. En outre, ils sont les premiers à subir l'impact des actions d'aménagement entreprises localement. Parce qu'ils savent et parce qu'ils éprouvent, l'approche ascendante leur donne une voix dans les choix concernant l'avenir de leur territoire : « Personne mieux que les communautés cibles de notre travail elles-mêmes, dont la survie et/ou le bien-être sont en jeu, peuvent comprendre les affaires locales, les contraintes et les opportunités, et évaluer leurs propres vulnérabilités et capacités, leurs propres besoins » (Chambers, 1995 ; Kafle et Murshed, 2006 ; Benson et *al*., 2001). D'autre part, la notion de résilience sociétale -définie par la disponibilité des ressources institutionnelles et culturelles permettant à l'individu de mener une vie satisfaisante- (Hall et Lamont, 2013) impose un processus de « construction collective de la résilience » (Obrist et *al*., 2011) pour voir émerger de nouvelles capabilités de la part des citoyens.

Cette approche endogène est également une condition nécessaire à la mise en œuvre du changement, qui nécessite l'appropriation du processus de transition par les habitants permettant *in fine* sa pérennisation dans le temps et dans l'espace. Les acteurs impliqués sur le territoire sont à même de comprendre les leviers et les blocages susceptibles d'affecter le passage à l'action. Ils connaissent l'environnement administratif, technique, relationnel et le contexte socio-économique de leur territoire. Ainsi, « chercher à faire évoluer les comportements ne peut donc pas faire l'économie d'une réflexion et d'une action au niveau collectif. C'est à cette condition que les évolutions nécessaires pourront avoir lieu et s'inscrire,

dans la durée, à une échelle qui soit appropriée aux enjeux énergétiques et écologiques. » (Martin et Gaspard, 2017)

Les chercheurs identifient huit niveaux de participation, parmi lesquels la « co-construction » constitue un degré actif de participation (Lisode, 2017, Arnstein, 1969) en tant que processus d'interactions par lequel les citoyens élaborent un consensus sur la définition relative à un changement. La co-construction se développe dans les actions collectives comme « l'art d'articuler toutes les personnes dans une coalition de causes » (Ravon, 2012). La vision collective élève la représentation individuelle car grâce à la confrontation des représentations individuelles, elle permet l'émanation des critères du bien commun et de la définition de la résilience.

I.2.3. Les enjeux de l'accompagnement d'une dynamique de transition à plusieurs vitesses

Le rôle du chercheur est d'impliquer le citoyen dans les données scientifiques relatives au territoire, les résultats lui permettant d'adopter regard réflexif sur ses propres recherches en sciences sociales. Il lui incombe d'être « facilitateur », de donner un cadre participatif pour étayer ces données par l'expérience du « territoire vécu », qui a autant de poids que les données scientifiques présentées par le chercheur. Il doit construire les outils méthodologiques et décortiquer les différentes implications des scénarios de développement territoriaux grâce aux données : production de recherche documentaire et bibliographique, définition de variables, formulation des hypothèses, planification de l'action, co-analyses et co-interprétation (« cycle de la recherche-action », Narcy, 1998). Pour cela, il doit amener le citoyen à questionner individuellement son quotidien, ses envies, ses besoins, les valeurs à l'origine de son choix de lieu d'habitat. Une fois confrontés au groupe, ces choix peuvent faire l'objet d'une appropriation collective et transcender les visions personnelles en dessinant une identité territoriale partagée. Une vision commune peut alors émerger.

L'appropriation des enjeux par les habitants et les acteurs engage leur responsabilité personnelle (Chombart De Lauwe, 1979) nécessaire pour mettre en branle le long processus de transition. Cependant, l'évolution de la perception du changement varie selon les individus : ce sont quelques personnes « pionnières » qui porteront le premier souffle du changement,

suivie par les « premiers adoptants » et la « majorité précoce », puis la « majorité tardive ». Cette théorie de la « diffusion sociale de l'innovation » (Rogers, 2003) s'adapte aisément à l'enjeu de la transition écologique et sociale. Ainsi, la diffusion sociale d'une pratique ou d'un comportement ne repose pas uniquement sur les avantages individuels directs ou indirects proposés par ce changement, mais également sur le récit collectif résultant de cette pratique ou de ce comportement. A cet égard, l'individu subit des déclencheurs différents qui le feront adhérer à telle ou telle pratique ou comportement nouveau. La diffusion d'une transformation sociale se fait selon cinq strates distinctes, chacune ayant un effet de diffusion vers les autres strates par leur adhésion au changement : les premiers sont les « pionniers » dont l'ambition est d'ancrer leur vision du monde dans la société et de faire vivre leur idée, les seconds sont les « premiers-adoptants » convaincus de la portée de la vision pionnière et porteur d'un récit attractif, la « majorité précoce » s'interroge sur les avantages individuels du changement et en fait un objet sociétalement normalisé, la « majorité tardive » s'attache à un sentiment de sécurité et d'appartenance qui la fera s'intéresser lentement au changement, enfin « les retardataires et les réfractaires » demeurent une strate marginalisée dans la diffusion du changement qui n'est pas acceptable du fait d'une histoire personnelle empêchant toute remise en cause. Au regard de ces différentes strates, la stratégie est donc d'adapter la manière de diffuser les transformations selon chaque strate, et d'accepter les résistances personnelles et collectives grâce à une approche fine de l'individu et du collectif. Dans le cadre de l'accompagnement d'une dynamique de transition face au changement climatique, la prise en compte de la dimension psychologique est majeure.

Le processus de réaction face au changement correspond théoriquement à la « courbe du deuil » mise en lumière par Kübler-Ross en 1969. L'individu passerait alors par différentes phases inconscientes -choc, déni, colère, peur, tristesse, puis acceptation, pardon, quête de sens, sérénité et croissance- qui expliquerait ses postures successives face au changement. Ce processus doit être sérieusement pris en compte dans une approche participative de co-construction sur l'adaptation au changement climatique, puisque la décision collective doit dépasser les dynamiques individuelles sous-jacentes pour encourager à la fois la conscientisation collective de la problématique environnementale et le passage à l'action. Le

travail collectif peut constituer un premier pas pour un individu dans les premières phases de la « courbe du deuil ».

Le projet CORESTART'ADAPT a mis en évidence les autres limites pratiques de la démarche de co-construction. Il a révélé un premier écueil quant à la difficulté technique de mise en œuvre de la démarche de co-construction. Bien que ce degré de participation soit la condition *sine qua non* de la mise en œuvre d'une transition ambitieuse, c'est une démarche qui nécessite des moyens humains importants et un temps de mise en œuvre conséquent, avec une appréciation floue des délais requis. Ce temps long de la recherche se voit confronté d'une part à l'étroit calendrier fixé par la commande publique dans le cadre d'un projet européen financé sur une durée de trois ans. D'autre part, cette lenteur propre à un programme de recherche pluriannuelle fait face à la perte de l'appropriation du projet et de la motivation des habitants des acteurs locaux, même dans le contexte d'une lenteur prévenue et consentie par tous. Or, dans la mesure où la stratégie d'adaptation est décorrélée des intérêts électoraux spéculatifs, l'approche de la recherche-action ne s'arrête pas aux prérogatives d'un mandat et peut donc bénéficier de ce temps long pour fonder un diagnostic et des orientations solides. Le second écueil de l'approche co-construite du projet CORESTART'ADAPT est relatif au manque de moyens humains disponibles face à la fin du financement du projet par l'Europe. Il a fallu travailler avec de nombreux étudiants, alors même que les missions de mon stage devaient initialement relever du projet européen. C'est donc aujourd'hui la commune, à son échelle, qui offre ses moyens d'existence au projet. Ensuite, les chercheurs ayant conçu l'indice OBREM'ALP ont voulu proposer un modèle nuancé et qualitatif, adapté aux contextes locaux. Mais la méthode a dû s'adapter au nombre de communes impliquées dans l'étude et privilégier une approche qualitative, pour des raisons évidentes d'ordre technique. Cette difficulté technique est liée à la problématique du chercheur face aux nécessités du terrain : celui-ci ne peut pas produire un travail de recherche-action sans se plonger dans la réalité et les enjeux propres au « territoire vécu », ce qui implique des déplacements sur place incompatibles avec la vie du chercheur.

I.3. Les Contamines-Montjoie, entre résistance et résilience

I.3.1. La station-village des Contamines-Montjoie au carrefour des transformations

D'une terre rude, soumise à la précarité des conditions climatiques et économiques, les territoires de montagne sont devenus au XXème siècle un lieu prospère, traversé par de multiples flux. Là où la vie contaminarde repose sur une économie primitive et autarcique jusqu'au milieu du XXème siècle, la construction du premier hôtel de la station, « l'hôtel de l'Union » au début du XXème siècle marque « le tourisme de séjour » aux Contamines. Le temps des grandes conquêtes des alpinistes et de l'apparition du ski dans la vallée supplante peu à peu, et tout au long du XXème siècle, l'intérêt pour le travail paysan. La mise en place d'un service de cars entre Saint-Gervais-les-Bains et les Contamines-Montjoie est une vraie révolution géographique pour la petite station de fond de vallée, qui n'est dès lors plus caractérisée par son isolement et qui peut profiter de l'arrivée d'une clientèle fortunée. Par ailleurs, dans les années 1930, l'activité agricole est encore prometteuse (144 exploitations), mais certains Contaminards font déjà le pari du tourisme, dont le développement est fortement encouragé par les progrès de l'industrie automobile et les congés payés en 1936. La cohabitation entre la vie agricole et le tourisme « contemplatif » se fissure au détriment de la subsistance de l'activité agricole qui s'effrite dès 1945 à l'installation de l'UNCM, puis de la société d'Equipement. Concomitamment à l'opulence post-Seconde Guerre Mondiale des Trente-Glorieuses, le Plan neige active dès 1960 les leviers d'un tout nouveau modèle économique, fondé exclusivement sur l' « or blanc ». La montagne profite de l'élan de la toute nouvelle « société des loisirs » en en faisant le socle de son économie, mais aussi un élément structurel du cadre de vie et de travail de ses habitants. De territoires relativement préservés du tourisme, se développent équipements, commerces et structures, sortent de terre hôtels et pensions de famille, sont formés guides et moniteurs de ski ; tout cela à une vitesse fulgurante. Devant l'hyperfonction du ski, la neige devient une ressource indispensable à la vie locale. La station accueille aujourd'hui massivement les visiteurs, entre « excursionnistes » et résidents secondaires. L'on y vante été comme hiver la qualité de vie, la richesse patrimoniale, la diversité des sports de nature.

Figure 3 : « Village et villes (1935) » (source : geneanet)

Les Contamines-Montjoie, comme l'ensemble du territoire de Haute-Savoie, sont aujourd'hui confrontés aux excès de ce modèle touristique, engendrant une urbanisation incontrôlée et un mitage important. L'économie touristique encadre l'ensemble de la structuration du territoire : la mobilité, le logement, les services et commerces sont conditionnés par l'activité touristique estivale, mais surtout hivernale. Deux marqueurs démontrent principalement ce conditionnement : la saisonnalité qui fait que la vie du territoire est rythmée selon les périodes d'affluence touristique, et la fonctionnalité, qui fait que chaque équipement est pensé et tourné vers le public touristique. Cette structuration socio-économique est un développement économique du village qui aujourd'hui permet aux locaux de ne pas connaître une trop forte déprise en matière de services, comme certains petits villages victimes de l'exode rural et désertés du fait de l'absence d'infrastructure de services. Mais cette dépendance entraîne aussi un coût interne : d'une part, les locaux ne sont pas prioritaires dans les décisions de l'organe public et privé, ou encore dans les choix des particuliers. Les choix en matière de foncier, ressource marquée par la rareté et la cherté, dépendent par exemple souvent d'un capital externe, qui entraîne une spéculation démesurée à l'échelle de l'ensemble du département haut-savoyard. Outre l'accessibilité au foncier, la structuration du territoire autour de la ressource du tourisme entraîne d'autre part une plus grande vulnérabilité de la commune dont la santé financière et budgétaire dépend quasi-exclusivement de l'affluence touristique, celle-ci exerçant logiquement une pression sur les décisions de politiques publiques.

Dans le contexte, donc, d'un tourisme structurant, deux tendances évolutives majeures se distinguent d'autres scénarios. La première tendance est l'œuvre du changement climatique. Le village, niché entre deux vallées, à 1164 mètres d'altitude, permet encore de rêver d'un avenir proche enneigé et à un domaine skiable encore longtemps exploitable. Cependant, selon la récente étude « Climsnow » (Météo-France, INRAE, Dianeige, 2023), à terme, la durée d'enneigement du domaine combinée au taux de retour des saisons faiblement enneigées (dites « mauvaises saisons ») ne permettra pas de garantir un taux d'exploitation satisfaisant des pistes, sinon en installant des équipements qui garantissent un maintien de l'indice de fiabilité de l'enneigement au-dessus du seuil de 60%. Mais c'est sans compter la difficulté de maintenir effectives les installations de neige de culture devant la diminution drastique de la ressource en froid, nécessaire à leur fonctionnement direct, ni l'impact environnemental de leur consommation d'eau sur les cours d'eau et les réseaux hydrographiques. La seconde tendance est socio-économique. Un rapport étudiant récent sur l'évolution des Hameaux du Lay explique : « La croissance du parc des résidences principales demeure très faible, entre 2007 et 2012, nous notons une augmentation de 5.4%. La croissance depuis 1999 est de 1 résidence principale pour 9.6 résidences secondaires. » (Alonso-Morales et *al*., 2024). Ainsi, la disponibilité de la ressource foncière étant de plus en plus limitée à cause de la topologie et du contexte montagnard des Contamines-Montjoie, il est à craindre que cette évolution perdure jusqu'à l'épuisement du solde foncier. Une majorité des constructions seraient réalisées à destination du logement touristique, non reconvertible du fait de sa fonctionnalité inadaptée au logement permanent ainsi qu'un accaparement de la ressource foncière par la résidence secondaire, déjà très peu accessible aux habitants, en moyenne moins aisés et dont les ressources dépendent davantage du climat, ce qui les rend plus vulnérables face aux évolutions. A ce titre, il faudrait éviter que les prix du foncier ne déterminent la nature du tourisme futur aux Contamines-Montjoie, et que le développement inexorable et involontaire d'un « tourisme luxe » ne déconnecte encore davantage la consommation des ressources locales. D'autre part, les influences peuvent être exogènes : changement climatique planétaire, modification de la législation, choix politiques extérieurs… Le contexte « valléen » définit les Contamines-Montjoie comme un « îlot de fraîcheur » estival qui le confronte à un tout nouveau phénomène en France, dont les effets directs et indirects demeurent encore flous : la migration climatique vers les zones montagneuses. Cette

tendance pourrait revitaliser le village grâce à l'arrivée d'habitants permanents lassés de la chaleur des villes. L'on anticipe l'arrivée d'une population qualifiée, voire cadre supérieure, en mesure de télétravailler régulièrement. Outre les effets positifs sur la santé démographique de la commune à long terme, les points d'attention à avoir sont nombreux : éviter au maximum un phénomène de gentrification due à l'arrivée de nouvelles populations aisées qui rendrait le territoire encore plus inaccessible aux travailleurs locaux, échapper à l'idée un « village dortoir » exclusivement tourné vers la fonction résidentielle.

Le changement climatique remet en cause le modèle touristique, de fait déjà facteur d'inégalités sociales croissantes. Les Contamines-Montjoie n'échapperont pas à la problématique du manque de neige, même si celle-ci leur est actuellement profitable grâce à l'effet de rareté. S'il ne réagit pas, le village n'échappera pas non plus à l'enjeu de la désertification du village par les jeunes ménages qui ne trouveront plus de logements abordables au village, au détriment de la vie locale et de l'identité contaminarde. Les solutions court-termistes empêchent de se tourner vers la résolution des vraies problématiques, qui conduiront à l'émergence d'un territoire résilient, précurseur, préparé. Il s'agit de penser à long terme en élaborant une vraie stratégie fiable et durable. Cette mutation ne signifie pas la fin du tourisme, mais la fin progressive du « tout-ski » et du « tout-tourisme » afin de rétablir un équilibre dans la prise en compte et les moyens alloués à la vie locale.

C'est dans l'articulation de ces deux tendances majeures que se trouve une partie de la réponse. Il s'agit de relocaliser l'activité économique du village en développant une économie parallèle à l'économie touristique, davantage basée sur une « économie présentielle » (Christophe Terrier et *al*., 2005) c'est-à-dire de proximité, ayant attrait à la relocalisation des besoins de la population locale, dans une dynamique de reconnexion entre les lieux de consommation et les lieux d'habitation.

I.3.2. Les Contamines-Montjoie et l'enjeu de la transition vers une terre résiliente

Le succès d'une transition au Contamines-Montjoie dépasse l'enjeu local : il peut prouver à toutes les stations qu'un territoire peut être amené à voir loin avant d'être « au pied du mur ». De nombreuses stations de ski de moyenne montagne sont aujourd'hui contraintes de

changer de modèle à cause du manque de neige, mais peu de territoires cultivent l'ambition de se transformer tant qu'ils n'ont pas subi de choc important. Co-construire la transition des Contamines-Montjoie prouve que des territoires précurseurs ont déjà pris conscience de l'intérêt d'anticiper la marche du changement et incarnent à leur échelle un exemple vertueux.

Les Contamines-Montjoie est un village-station qui s'inscrit donc dans un contexte touristique spécifique à la Haute-Savoie et des problématiques qui dépassent l'échelle communale. Elle s'inscrit dans une dynamique du réseau national des stations de ski françaises. Les problématiques propres au village sont ainsi à questionner à l'aune des évolutions des stations des montagnes françaises, mais aussi du département de Haute-Savoie. Pour autant, le fait que les enjeux du tourisme en montagne soient partagés par un grand nombre de territoires ne doit pas empêcher les Contamines-Montjoie de définir une stratégie locale afin d'anticiper une réponse aux menaces auxquelles elle fait face. Ainsi, si les prix du foncier s'enflamment dans l'ensemble du département de Haute-Savoie, les Contamines-Montjoie, à son échelle, doit s'efforcer de mettre en œuvre une politique alternative à la spéculation immobilière afin de rendre accessible l'installation permanente des locaux. Ses pouvoirs étant limités, la commune ne pourra pas faire face seule à la question du foncier. C'est pourquoi l'instauration d'un dialogue avec les divers partenaires territoriaux est souhaitable pour faire part des problématiques auprès des instances nationales, au regard le principe de différenciation relatives aux territoires touristiques de haute-montagne.

Après avoir mis en lumière l'importance de l'action communale dans la transition du village dans une démarche transversale, il faut noter que l'altitude du domaine skiable des Contamines-Montjoie a pour effet immédiat que le village profite de la rareté de sa qualité d'enneigement et voit la fréquentation touristique du domaine augmenter drastiquement ses dernières années, malgré les mauvaises conditions d'enneigement globales (record de 500 000 forfaits journées à l'hiver 2023-2024). Ceci met la station-village dans une position ambivalente quant à l'appréhension de la transition. D'un côté, le village bénéficie d'une temporalité avantageuse et de moyens financiers plus importants pour construire son avenir. De l'autre, il peut vivre dans une forme d'illusion de la pérennisation du modèle « tout-ski » et de la prospérité immédiate causée par le changement du climat, ce qui conduirait le territoire à ne pas s'interroger outre mesure sur l'enjeu de la transition qu'il devra alors affronter

brutalement.

La transition des Contamines-Montjoie s'inscrit dans le contexte particulier d'un petit village-station de haute-montagne, où les intérêts individuels s'invitent parfois dans l'intérêt collectif à travers les conflits d'acteurs et la proéminence des considérations électoralistes liées à la taille de la commune. Dans ce contexte montagnard très spécifique, où foisonnent une diversité de positionnements et les contextes sociaux, il est difficile de mener une politique de changement unanime, sans conflictualité sur la manière de mener la transition (Chambru, De Oliveira, J.-P., 2021). Dans son mémoire, Thibault Gras explique : « Etant donné que le modèle économique de ces territoires repose essentiellement sur l'attractivité des stations de sports d'hiver, les stratégies locales d'adaptation visent à maintenir ces lieux comme pôles de développement économique et à opérer des évolutions à la marge sans installer le débat sur la transition au niveau local, car la question du changement climatique reste secondaire face aux enjeux socio-économiques pour les habitants, dont les revenus dépendent largement des activités des saisons touristiques dans des territoires assez enclavés dans les vallées de montagne. De plus, ce manque de volonté du fait d'intérêts divergents est renforcé par un certain enfermement dans des logiques de fonctionnement et d'investissement dont il est difficile de sortir à moindre coût. » (Gras, 2022) De nombreux débats formulés dans le cadre de mon stage indiquent symboliquement que la commune n'échappe pas à ce constat.

Les Contamines-Montjoie est un village qui a un rapport particulier avec l'activité du ski. Cette thématique cristallise les débats : les acteurs sont dans une lutte constante contre la diabolisation du ski, favorisant dès lors une forme de sacralisation de l'activité. Cette concentration des enjeux autour du ski crée un phénomène de polarisation au sein de la population et exacerbe les tensions politiques existantes. Cela a aussi pour effet de contourner la question de l'avenir du domaine skiable et de favoriser une posture d'immobilisme face à la question du tourisme en plaçant cette activité au centre de l'identité contaminarde invariable (rappel régulier de la fonction économique historique du ski et discrédit des postures anti-ski : « Je comprends les écolos qui ne voudrait plus de canons de neige, plus de télésiège, plus rien, mais il faut savoir de quoi on a vécu. » (cf. annexe 34), tabous autour de la fin du ski et du surtourisme qu'il induit).

La démarche de transition du village des Contamines-Montjoie trouve ses frontières dans un contexte qui mêle à la fois un phénomène d'ampleur qu'est l'industrie du ski et qui suggère une réflexion globalisée sur l'impact du changement climatique en montagne et les réalités très locales des effets de ce tourisme adapté à une démarche de recherche-action. Dans ce cadre, la mission principale du stage s'articule autour de l'élaboration d'un plan d'action de résilience co-construit pour le village des Contamines-Montjoie : les étapes de l'actualisation du diagnostic CORESTART'ADAPT et de la réalisation d'un benchmarking des solutions d'adaptation fournit la connaissance du territoire nécessaire dans la rencontre avec les acteurs de terrain au cœur de l'élaboration du plan. Dans l'optique de comprendre le lien acteurs-chercheurs éprouvée par le travail de terrain, il s'agira pour rappel de mener une analyse détaillée autour de la problématique suivante : en quoi la convergence entre la démarche participative ascendante et le travail scientifique peut-elle à la fois nourrir les politiques publiques futures et s'inscrire dans le sillage de la recherche en matière de changement climatique ?

II – Méthodologie

II.1. L'indice OBREM'ALP : de la conception du diagnostic à l'enjeu de l'opérationnalisation

II.1.1. OBREM'ALP, un indice co-construit pour évaluer la résilience du massif alpin

Le projet CORESTART est un projet CIMA-POIA déposé en 2017. Il est composé de quatre modules de travail destinés à observer, comprendre et évaluer les dispositifs de prévention existants afin de co-construire une démarche de résilience innovante plus adaptée aux territoires. Le premier module, ADAPT, consistait à Accompagner un Diagnostic pArtagé pour un Plan d'action de résilience des Territoires alpins. Ses objectifs sont variés : mieux évaluer la résilience actuelle spécifique des communes du Massif des Alpes, envisager des pistes stratégiques pour renforcer les capacités de résilience de ces territoires de montagne tout en tenant compte de leurs spécificités, impliquer les acteurs du territoire pour une meilleure gestion des risques intégrés aux enjeux de développement territorial dans une démarche de résilience à long terme.

D'une durée de cinq ans, le projet CORESTART'ADAPT a permis de construire une première phase de diagnostic de résilience de 140 communes alpines. Les deux terrains d'investigation privilégiés du projet de recherche étaient la commune des Contamines-Montjoie et la commune de Ceillac (Hautes-Alpes), et visaient à établir une vision comparative pour mieux correspondre aux réalités vécues et aux besoins locaux. L'indice OBREM'ALP est un des résultats majeurs du projet. C'est un outil d'aide à la décision à destination des acteurs communaux et intercommunaux, dont une vision détaillée est accessible à tout public sur internet (https://obremalp.fr). Cet indice, co-construit, est décliné en trois dimensions (Observatoire des tendances récentes, Ressources disponibles et accessibles, Moyens d'Agir mis en œuvre pour s'adapter au changement, et amorcer une transition) et en six types de ressources (sociales, humaines, naturelles, économiques, matérielles, politiques) appliquées à chaque commune. La pondération participative des différents facteurs et variables a permis de déterminer, individuellement, l'observatoire des tendances et des risques dans le processus d'adaptation des communes. Ces ressources permettent de définir un profil type

pour la commune, parmi : les « territoires ruraux de moyenne montagne enclavés et en déclin démographique », les « territoires de moyenne montagne ne subissant pas ou plus la contrainte touristique, ayant pour enjeu la mobilisation collective pour co-construire l'avenir », les « territoires-stations en bonne santé provisoire, mais sous emprise du modèle touristique hivernal et d'une gouvernance verticale », les « territoires de montagne touristique déjà en transition mais encore saisonnalisés ». Le village-station des Contamines-Montjoie est classé selon ce dernier profil-type, au-dessus de la moyenne des communes en termes de ressources politiques (RAP), matérielles (RAM), naturelles (RAN), humaines (RAH), sociales (RAS), dont les moyens d'agir (MA) sont forts. Ses ressources économiques (RAE) ainsi que l'observatoire des risques et des tendances récentes dans le processus d'adaptation (OBS) montrent une vulnérabilité accrue du village face aux potentielles crises. Si le territoire bénéficie de ressources supérieures à la moyenne des communes du Massif alpin, celles-ci sont un atout fort pour la construction d'un territoire résilient.

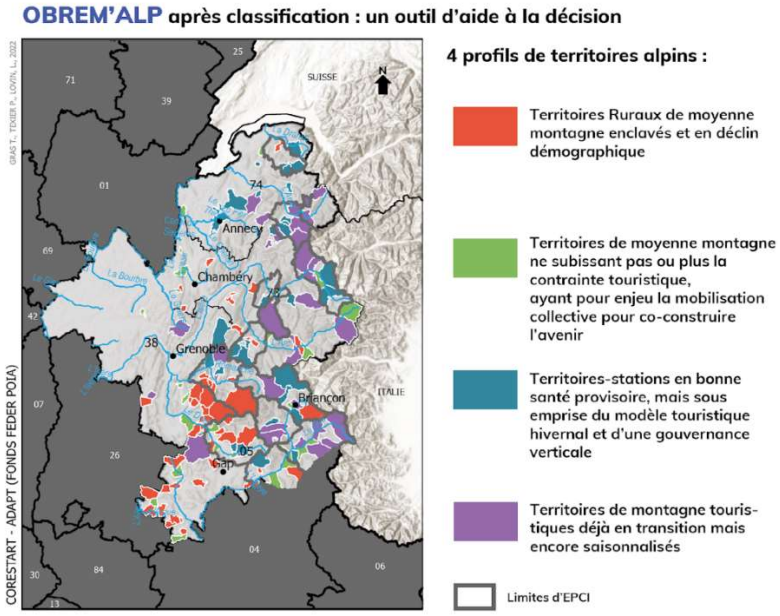


Figure 4 : Cartographie des profils types des communes alpines selon l'indice OBREM'ALP (source : Gras T., Texier P., Lovin L., 2022)

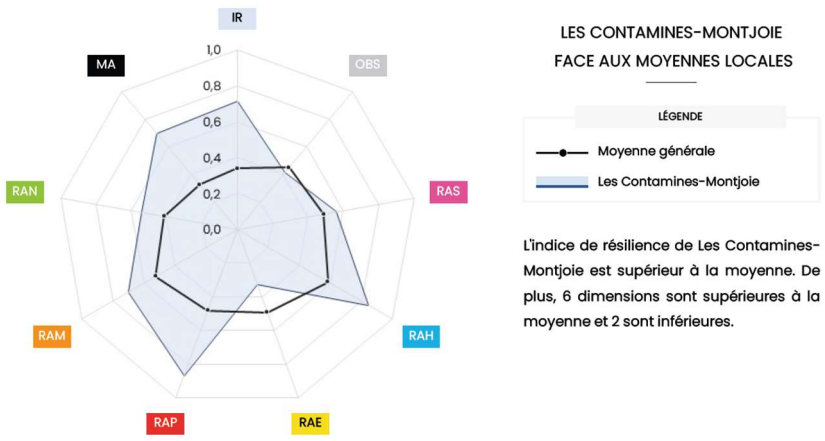


Figure 5 : Diagramme représentant les ressources de la commune selon l'indice OBREM'ALP (source : synthèse communale de recommandations OBREM'ALP)

Le projet CORESTART'ADAPT est l'occasion d'une analyse passé-présent-futur poussée, à l'origine de la co-construction de deux frises chrono-systémiques comparées, permettant d'identifier les capacités adaptatives héritées collectives dans les communes de Ceillac et des Contamines-Montjoie dans le but de les réactiver pour construire la transition (Texier et Maillefert, 2024, en révision). Une campagne de questionnaires adressée à un public très diversifié a conduit à la réalisation d'un diagnostic complet partagé entre les deux communes, grâce à la récolte de nombreuses données relatives aux moyens d'existence de la population, aux stratégies d'adaptation, aux représentations des risques et du changement climatique, ainsi qu'au modèle de développement et changement souhaité pour l'avenir du territoire. La dynamique de co-construction s'est déroulée au fil de la recherche, notamment à travers l'élaboration de l'indice de résilience OBREM'ALP autour duquel les acteurs de terrain ont pu pondérer eux-mêmes la présence des ressources dans leur territoire.

Le projet a fait l'objet d'une valorisation et d'une volonté d'opérationnalisation au sein des territoires, notamment à travers l'organisation d'une réunion publique aux Contamines-Montjoie et de la réalisation de posters exposant l'ensemble des résultats à la population et aux acteurs locaux. La visée de l'indice est également opérationnelle en ce qu'il permet d'accompagner les élus dans la mise en œuvre de la transition territoriale. Dans ce cadre, les chercheurs ont tenu à dessiner des pistes stratégiques pour la transition grâce à l'élaboration d'un bulletin des recommandations communales (cf. annexe 1) ainsi qu'une lecture systémique des axes stratégiques et des enjeux structurants (cf. annexe 2) pour hiérarchiser

les actions dans le temps à travers un plan d'action de résilience territorial. Dans ce cadre, les trois recommandations identifiées pour la résilience du village sont : la préservation d'une mixité d'occupation du sol et de l'activité agricole face à la progression de la couverture forestière, le maintien d'une scolarisation primaire à l'échelle locale pour favoriser l'installation de nouveaux ménages, le développement d'une économie diversifiée et désaisonnalisée afin de réduire la dépendance du village au tourisme.

II.1.2. Un stage aux Contamines pour accompagner la mise en œuvre des recommandations de l'indice de résilience OBREM'ALP pour la commune

La mairie s'est emparée de l'enjeu de la mise en œuvre d'un plan d'action de résilience via l'ambition de Michel Belin, adjoint au maire des Contamines-Montjoie, qui a trouvé prometteur le concept de l'indice de résilience OBREM'ALP issu du projet pour le village des Contamines-Montjoie. Il a souhaité l'adapter à l'échelle du village dans la continuité de la démarche acteurs-chercheurs léguée par le projet. Gaëlle Blanchard a voulu prendre part au projet du fait de son expérience dans l'accompagnement d'un stagiaire et de son intérêt pour le projet en lien avec de nombreux programmes qu'elle porte (notamment le Label « Flocon Vert »). Mes deux maîtres de stage avaient compris l'enjeu de la transition et ils ont souhaité renouveler l'engagement de la commune dans la suite du projet CORESTART'ADAPT à travers le recrutement d'un stagiaire, étudiant.e en Master aménagement du territoire.

En lien avec Pauline Texier, chercheuse à l'Université Lyon 3 et porteuse du projet CORESTART'ADAPT, les deux adjoints ont construit les missions pour accompagner un stagiaire dans l'opérationnalisation de l'indice OBREM'ALP (cf. annexe 3).

Une première réunion de cadrage, le 27 février 2024 à la mairie des Contamines-Montjoie a permis de donner une suite à mon recrutement et de cadrer méthodologiquement le déroulé de mon stage et de reformuler ses enjeux.

II.1.3. L'indice OBREM'ALP à l'épreuve du « territoire vécu »

L'objectif d'un plan d'action co-construit était de faire émerger une parole brute, neutre, pour révéler l'expérience du « territoire vécu » par les habitants, les acteurs, les élus, grâce à une approche déductive. Ainsi, il fallait tout d'abord écarter les résultats scientifiques du projet

afin qu'ils ne constituent pas un biais méthodologique entravant d'une manière ou d'une autre la parole du citoyen. Cette attitude permet de situer le débat dans l'optique d'une « discussion horizontale » où l'enjeu pour l'animateur est de maintenir son rôle de facilitateur du débat. A cet égard, les ateliers de travail en groupe ont permis de dégager une parole sans filtre, étayée par le dialogue collectif et le diagnostic OBREM'ALP détaillé en temps voulu aux participants, lorsque leur parole s'y prêtait. C'est de cette façon que s'est allié le travail scientifique du chercheur et l'action de co-construction du citoyen, et réciproquement.

Afin de débuter les ateliers de co-construction dans une dynamique de confiance générale, la méthodologie a permis de valoriser les réflexions personnelles des habitants et des acteurs grâce à deux étapes préliminaires au travail de co-construction du plan d'action. Premièrement, j'ai questionné les participants sur leurs émotions et leurs ressentis quant à l'avenir du village. Cette première étape a permis d'appréhender la posture de la population et des acteurs face au changement climatique, en plus d'accéder à des données importantes concernant leurs souhaits et leurs craintes pour le village. La seconde étape consistait à questionner leur pouvoir d'agir dans le village en leur demandant d'évaluer l'impact de leur action sur le village, à l'échelle individuelle et collective, afin de valoriser l'implication des participants en démontrant que leur(s) acte(s) pouvaient être fructueux de manières très diverses. Par exemple, l'enjeu de l'accès au logement permanent avait été défini comme un défi prioritaire par le groupe des jeunes, ce qui a constitué un argument phare au moment où une participante du groupe des aînés a avoué louer un appartement à l'année à un travailleur local. J'ai donc lié son action individuelle à la problématique collective de l'accès au logement sur le village, ce qui a permis de donner du poids à son action. J'entends par là que ces deux étapes -des émotions vers le pouvoir d'agir- ont eu conjointement deux effets : celui d'apprendre de la posture de chaque participant dans sa vision actuelle et future du territoire, mais aussi de permettre une conscientisation individuelle des enjeux par les participants eux-mêmes.

La visée de ce travail de co-construction avec les acteurs de terrain était bien entendue d'aboutir à un plan d'action. Les ateliers sont cependant parvenus à générer des externalités inattendues. En effet, ils ont amené les participants à réfléchir au-delà du cadre individualiste en adoptant une vision large du territoire qu'ils souhaitaient pour demain. Ceci a eu plusieurs

effets : celui, d'abord, de comprendre l'impact d'une action sur une autre catégorie sociale grâce au regard réflectif apporté sur les autres groupes (méthode du « carrousel »). Ainsi, une résidente secondaire a affirmé être plus ouverte sur les enjeux auxquels étaient confrontés la population permanente, qu'elle connaissait mal, grâce aux ateliers participatifs. Le second effet performateur de l'application des méthodes d'intelligence collective fût d'ancrer les habitants et les acteurs locaux dans un tout nouveau rituel démocratique liée à l'approche participative ascendante, qui leur a permis de se sentir écoutés et de ne pas voir leur parole dénaturée par le contexte politique électoraliste par essence. En ce sens, une habitante invitée en tant qu'aînée, ayant perçu le poids que sa parole pouvait avoir durant les ateliers, s'est dite enchantée de la démarche et du processus participatif utilisé. Un agriculteur a quant-à-lui confié avoir répondu spontanément au mail d'invitation car il trouvait que la sollicitation correspondait à un besoin d'être écouté sur les questions qui concernent son activité et sa vie d'exploitant agricole.

Pour dépasser la vision court-termiste du « territoire vécu » quotidien et activer la conscience d'un pouvoir d'agir collectif chez les acteurs du territoire, le projet CORESTART'ADAPT a développé un outil détaillant les capacités d'adaptation héritées propre à la chronologie contaminarde. Cette méthode s'appuie sur l'expérience passée et collective des crises d'origines socio-économiques ou naturelles comme révélatrices des capacités du territoire. Ainsi, les Contamines-Montjoie ont subi plusieurs bouleversements importants, facteurs de transformation de son modèle de développement. L'identification des capacités d'adaptation héritées a donné lieu à une frise chrono-systémique co-construite avec les acteurs de terrain, entre analyse rétrospective historique et interprétation des crises, entretiens et récolte d'éléments bibliographiques historiques. Elle permet de différencier les invariants historiques des boucles de transition pour repérer l'impact des réactions individuelles et collectives dans la construction de nouveaux modèles. Le rôle de ce travail est de remobiliser les capacités héritées dans les perspectives d'adaptation face au changement climatique, dans l'optique de discerner les changements possibles à l'échelle du village. A cet égard, de même que les Contamines ont su faire preuve d'une très forte capacité d'adaptation à l'aube de la généralisation de l'industrie des sports d'hiver sur le territoire alpin, grâce à des personnalités visionnaires à l'instar de Placide Mollard et de son groupe de pairs -initiateurs

du développement du ski aux Contamines-Montjoie, le village doit aujourd'hui compter sur ses atouts pour répondre aux futurs défis. Si le village a su sortir sa population de la misère et de l'autarcie agricole historique et mener les Contaminards à la prospérité, il peut désormais prévenir un nouveau bouleversement, celui de la diminution du poids du tourisme au sein de l'économie locale, afin d'anticiper l'émergence d'un nouveau modèle à inventer. Ce modèle peut être l'occasion de repenser les relations d'interdépendance et l'équilibre socio-économique du village que le modèle actuel met à l'épreuve depuis longtemps déjà, grâce à la construction collective d'un plan d'action de résilience pour anticiper les effets locaux du changements climatiques.

II.2. La démarche méthodologique d'opérationnalisation en quatre phases

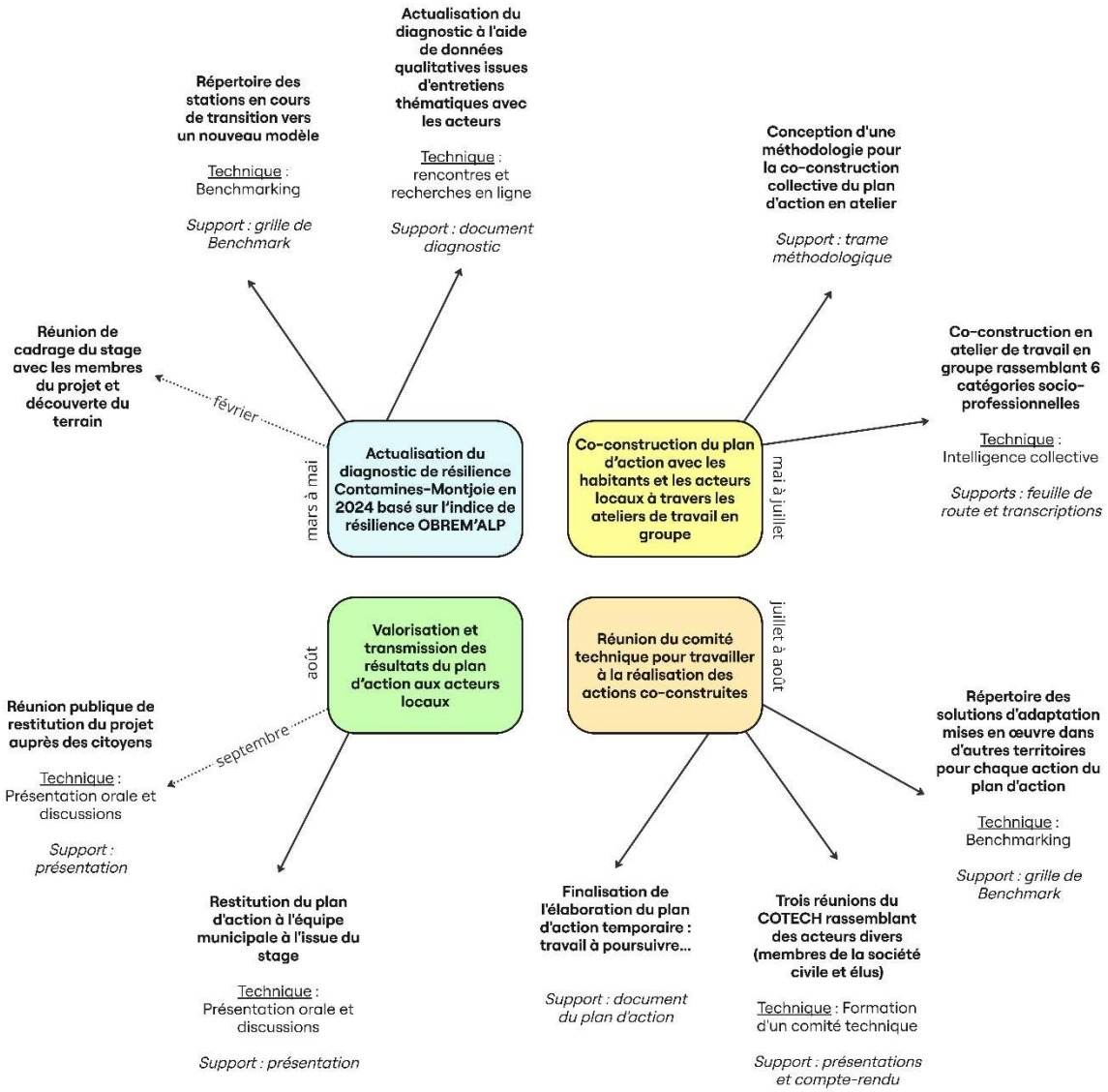


Figure 6 : Schéma simplifié de la méthodologie du stage

II.2.1. PHASE 1 : Construire les bases argumentaires du plan d'action : l'actualisation du diagnostic de l'indice de résilience OBREM'ALP

Ma première mission consistait à actualiser le diagnostic de l'indice de résilience OBREM'ALP (cf. annexe 4). Les données ayant permis de façonner le profil de la commune (« Territoires de montagne touristiques déjà en transition mais encore saisonnalisés ») dataient de 2021, ce qui ne tenait pas compte des évolutions de la commune, notamment influencées par le travail de la nouvelle équipe municipale. Si l'indice OBREM'ALP a constitué

la base méthodologique de mon travail (cf. annexe 2), je n'ai pas appliqué la pondération des variables ayant permis de déterminer les ressources des 140 communes. En ce sens, j'ai adopté une approche qualitative des variables qui s'adapte davantage au contexte local et aux particularismes de la commune. Cette approche m'a permis de préciser et d'approfondir le diagnostic communal. Par exemple, dans le cas de la variable « RAS 41 : Présence ou non de service communal d'aide à la personne », le questionnaire adressé aux communes dans le cadre du projet CORESTART'ADAPT suggérait trois réponses cumulatives possibles : « Oui, entreprises d'aide à la personne », « Oui, services sociaux municipaux », « Non ». Les Contamines-Montjoie avaient répondu qu'il existait des services sociaux municipaux, matérialisés par un CCAS. L'actualisation du diagnostic m'a amené à détailler cette variable RAS, relative au facteur « FRAS 4 : Capacité de la commune à proposer des services d'aide aux personnes vulnérables (âgées, jeunes enfants, handicapées) », en ajoutant notamment la présence d'une crèche et l'organisation d'ateliers numériques pour séniors par la mairie. Cette approche qualitative m'a également conduit à dialoguer avec les agents administratifs au sein de la mairie ce qui m'a permis d'engager des discussions importantes pour les prochaines phases de mon stage.

Au terme de ce travail, plusieurs évolutions sont à relever, autant les tendances à l'augmentation que les tendances à la diminution. Premièrement, dans le cadre de ses ressources d'adaptation politiques, la commune propose davantage de scènes participatives (FRAP 2) depuis 2020 : l'organisation de réunions publiques (RAP 21) est plus fréquente (de une fois par an à une fois tous les quatre mois), le nombre de dispositifs d'animation pour la mise en réseau des citoyens (RAP 22) a augmenté (expérimentation du budget participatif en 2024, création d'une ressourcerie proposant l'échange de biens et de services entre la population). Ensuite, en termes de moyens d'agir, la commune témoigne d'importants efforts pour accompagner les citoyens dans une diversification des ressources énergétiques et dans l'atténuation du changement climatique (FMA 5) : l'intercommunalité a obtenu des financements pour élaborer un projet énergétique, (MA 52), le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), la commune s'est également investie dans la construction d'une micro-centrale hydroélectrique supplémentaire sur le torrent du Bon Nant, pour le projet d'une chaufferie centrale avec un réseau d'eau chaude dans le but d'alimenter les bâtiments publics

principaux, infrastructures renforçant sa capacité à produire sa propre électricité, comme alternative au réseau (MA 54). Dans le cadre de l'observatoire des tendances récentes des risques dans le processus d'adaptation, les résultats sont moins contrastés. D'un côté, le solde migratoire (OB 21) est négatif entre 2014 et 2020, de l'autre, le nombre d'enfants inscrits à l'école communale (OB 31) a augmenté (de 90 en 2018 à 94 en 2020) permettant d'empêcher la fermeture d'une classe de maternelle menacée en 2018 (OB 32 bis). L'indice témoigne aussi d'un vieillissement de la population influant sur le nombre de personnes vulnérables (FRAS 1), le taux de personnes de moins de 30 ans ayant évolué de 33% en 2014 à 26,6% en 2020 et le taux de personnes de plus de 60 ans (RAH 32) ayant évolué de 26% en 2014 à 32,7% en 2020. Du côté des ressources d'adaptation économique, la commune des Contamines-Montjoie fait face à la limite foncière, qui menace l'opportunité d'accès à la propriété sur son territoire (FRAE 3). En effet, tandis que la part de résidences secondaires par rapport aux résidences principales est en légère augmentation (82,4% en 2015 contre 82,7% en 2020), les prix fonciers par rapport au revenu médian annuel qui traduit l'accessibilité économique au foncier (RAE 34) est en très forte hausse depuis 2016 (0,15 en 2016 contre 1,99 en 2020), loin de la moyenne nationale (0,08 en 2016 contre 0,13 en 2020). Ces résultats sont bien sûr un fondement solide pour comprendre les enjeux actuels quant aux évolutions, en plus de fournir une base factuelle permettant d'éclaircir les décisions futures. Il faut noter que la commune, depuis 2021, a progressé dans de nombreux domaines (notamment l'énergie, le logement, la préservation de la ressource en eau, l'organisation de manifestations culturelles en liens avec les partenaires du territoire, la mise en place d'équipement de loisirs, la gestion forestière, la mise en place de systèmes d'alerte face aux risques) et qu'elle peut compter sur la variété de ses ressources comme un atout pour le changement.

L'étude « Climsnow », formulée par des glaciologues reconnus, m'a permis d'étayer ce regard sur les enjeux socio-économiques du territoire par des données scientifiques climatiques, grâce à un travail de synthèse (cf. annexe 5). Il en résulte deux conclusions majeures pour le territoire : Selon les scénarios et les équipements, le taux d'exploitation du domaine skiable varie entre 80 et 95% à l'horizon 2070, tandis que le taux de retour des « mauvaises saisons » varie entre 40 et 50% à l'horizon 2040, puis entre 60 et 80% à l'horizon 2070. La diminution de la ressource en froid pourrait mettre à mal le fonctionnement et

l'efficacité des canons à neige. Le manque de neige fait donc planer une menace tangible sur le territoire dans la mesure où la fréquence de retour des hivers défavorables en termes d'enneigement deviendra rapidement une pression pour l'exploitation satisfaisante du domaine.

II.2.2. PHASE 2 : Expérimenter l'intelligence collective : les ateliers de groupe par catégories socio-professionnelles

Co-construire le plan d'action avec les habitants et les acteurs locaux à travers des ateliers de travail en groupe était l'objet de la deuxième phase de mon stage. Lors d'une réunion avec les membres du projet, nous avons choisi de réunir la population et les acteurs selon des catégories socio-professionnelles spécifiques, afin de mobiliser des personnes témoins de situations diverses et confrontées à des problématiques différentes, tout en fédérant le maximum d'acteurs. Cette approche nous a paru cohérente car elle correspondait à notre volonté d'accéder à des paroles neutres et révélatrices d'une catégorie socio-professionnelle précise, sans confrontation directe entre les participants. Ainsi, neuf catégories comprenant un total de 28 participants ont émergé : les aînés, les jeunes, les nouveaux arrivants, les familles, les résidents secondaires, les agriculteurs, les commerçants et les restaurateurs, complétés par deux groupes évoqués qui n'ont pas pu se former par manque de temps : les socioprofessionnels du tourisme et les associations. Notamment grâce au réseau social de mes deux maîtres de stage, Gaëlle Blanchard et Michel Belin, j'ai pu constituer une liste d'habitants et d'acteurs ciblés pour former les ateliers de co-construction. J'ai également bénéficié de l'aide de l'agent chargé de communication de la mairie des Contamines-Montjoie, Robin Dubreucq, qui a diffusé une petite rubrique dans la lettre d'informations municipales d'avril 2024 (cf. annexe 6). Ce mot a surtout permis de réunir les résidents secondaires, tandis que la population locale fut davantage sensible à une communication directe (lettres déposées dans les boîtes aux lettres des nouveaux arrivants, appels téléphoniques, mails ciblés ou groupés, déplacements dans les commerces et les restaurants ; cf. annexe 7). A savoir que le but poursuivi dans la méthodologie de constitution des groupes de travail n'était pas la représentativité, celle-ci étant déjà l'objet d'enquêtes quantitatives dans le projet CORESTART'ADAPT, mais il s'agissait plutôt de viser une participation qualitative tout autant révélatrice des dynamiques territoriales.

La méthodologie de ces ateliers est le fruit d'un travail tout à fait expérimental, accompagné par ma tutrice universitaire, Pauline Texier (cf. annexe 8 ; annexe 9). Les rencontres consistaient en deux temps d'échanges conviviaux d'environ deux heures, généralement étalés sur deux semaines. Ils se déroulaient dans une approche d'intelligence collective, grâce à des outils matériels (paperboard, post-it) utilisés pour structurer le débat au fur et à mesure des discussions, dans la mesure où le but était d'aboutir à un résultat co-construit et non pas à la récolte de bribe de paroles informelles. Chacun devait comprendre le déroulé méthodologique du travail de co-construction. L'objectif général était de donner à voir les évolutions climatiques et socio-économiques, d'écouter les discours formulés par la population et de formaliser ses besoins, développer une culture de la participation pour favoriser sur le long terme les démarches co-construites entre la mairie et les citoyens. Le premier atelier avait pour but de définir deux orientations identifiées sous forme de défis, tandis que le deuxième atelier visait à définir les actions concrètes à mettre en œuvre sur le territoire et ainsi à en détailler les ressorts. Les premières séances ont donc permis de construire une base solide pour le plan d'action, grâce à une phase de présentation plus « intimiste » (questionnaires individuels (cf. annexe 10), présentation orale, émotions ou ressentis sur l'avenir du territoire, pouvoir d'agir individuel ou collectif estimé sur le village) puis en distinguant les orientations prioritaires pour le territoire. Puis les secondes rencontres étaient l'occasion de définir les actions concrètes qui en découlent, pour enfin les détailler selon plusieurs critères : leurs étapes, leurs enjeux (freins et leviers), les acteurs impliqués dans leur mise en œuvre et les résultats attendus de la réalisation de chaque action. La méthodologie a évolué au fil des ateliers, précisant tantôt telle question ou telle formulation imprécise, tantôt des critères inadaptés. Plus cette méthode s'est ajustée, plus il était facile d'animer les ateliers. La seconde méthode utilisée lors des ateliers de travail est la technique du carrousel, qui a permis de développer une vision réflexive des groupes entre eux sur le travail. Ainsi, les derniers groupes (nouveaux arrivants, familles, résidents secondaires, commerçants et restaurateurs) ont pu prendre connaissance du travail de co-construction du plan d'action formulé par les ateliers précédents, et ainsi baser leur propre travail sur la critique (invalider, ajouter et modifier des actions) de cette structure encore incomplète. Cela a permis de compléter le plan d'action, mais aussi de renforcer sa crédibilité car il est le fruit d'un grand nombre, voire de l'ensemble des habitants et des acteurs réunis.

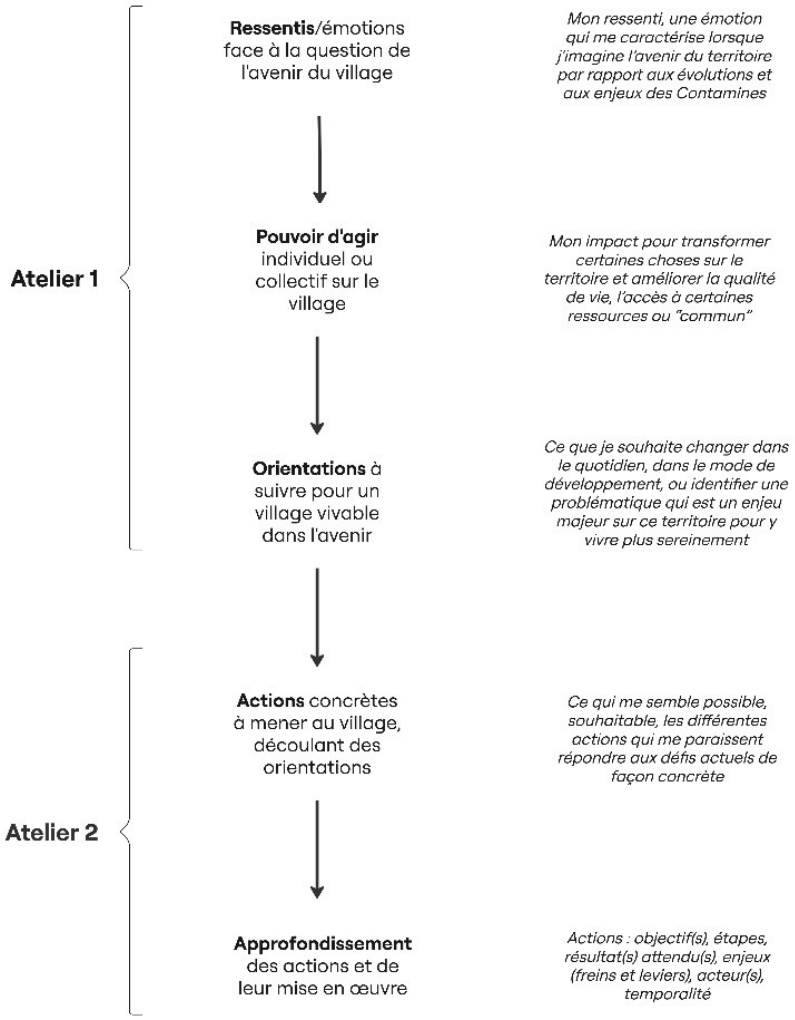
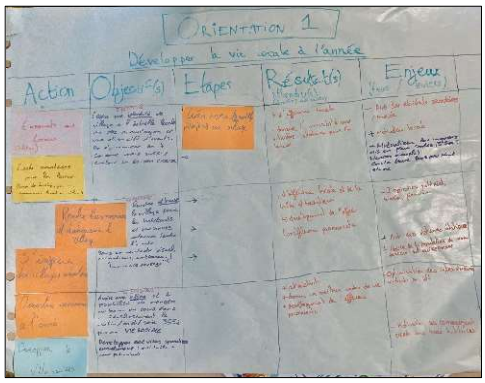


Figure 7 : Schéma simplifié de la trame méthodologique des ateliers de co-construction

La valorisation de ces ateliers a fait l'objet d'un important travail de retranscription de fichiers audio assemblés dans un dossier par groupe et dans un document complet, contenant l'intégralité des discours formulés, mais aussi des verbatims les plus significatifs (cf. annexe 11). La colonne « Remarques » abrite les discours marquants sur le sujet de l'adaptation au changement climatique. Ce document m'a permis de remplir petit à petit le plan d'action.



(A gauche) Figure 8 : Photo de l'atelier de travail – groupe des agriculteurs
(A droite) Figure 9 : Exemple d'orientation co-construite – groupe des jeunes

II.2.3. PHASE 3 : Concilier besoins et faisabilité : le plan d'action de résilience territorial

Dans l'optique de la pérennisation du plan d'action co-construit par les acteurs de terrain, il fallait convoquer un « noyau dur » pour porter la transition sur le long terme, au risque que le travail collectif se noie dans le flot des obligations politiques et administratives quotidiennes. Mais l'enjeu était surtout de continuer à tenter d'échapper aux logiques électorales court-termistes par nature, du fait de la temporalité des mandats. A cette fin, l'idée était de former un comité technique chargé de défendre le plan d'action, de le rendre plus consistant en le confrontant aux réalités politiques et administratives et d'assurer sa valorisation dans les orientations des politiques publiques du village sur le long terme. Pour cela, le profil des membres du comité technique est essentiel. Il fallait désigner des personnes correspondant aux critères suivants : l'état d'esprit doit être constructif, le participant doit avoir une vision transversale du territoire et il doit être en mesure de s'engager dans la durée.

Pour commencer, il faut que le participant soit capable d'ouverture d'esprit : chaque frein doit correspondre à un levier dans l'optique où les blocages trouvent toujours une solution en comprenant comment agir à la source du frein. Lors du premier comité technique, la question du logement fût épineuse : tandis que les freins administratifs s'accumulaient, il fallait trouver des éléments qui permettraient de répondre aux blocages en revenant à leur origine. Un grand nombre d'entre eux résident dans le problème de l'impuissance des pouvoirs publics sur le marché privé foncier, élément fondamental du modèle économique actuel. Le levier principal identifié est la sensibilisation des propriétaires fonciers à l'enjeu de la résidence permanente, qui est d'ailleurs l'objet d'une orientation en tant que telle. Ces freins

peuvent aussi évoluer selon les réformes législatives à naître, qui seront des outils activables à l'avenir, à l'instar de la différenciation entre résidence secondaire et résidence permanente dans le PLU.

La deuxième attitude souhaitable pour un membre du comité technique est d'inscrire son discours dans une approche qui transcende son propre domaine d'activité ou sa propre condition d'habitant pour aboutir à la prise en compte du territoire dans une vision globale, à l'image de la transversalité qu'incarne l'indice OBREM'ALP. Sans cela, le comité technique ne peut dépasser la vision individuelle et les thématiques spécifiques, et ainsi identifier l'ensemble des tenants et aboutissants caractérisant une action. Le deuxième risque est de biaiser les débats en défendant une cause, alors que le plan d'action se veut apolitique et sans parti pris, même thématique.

La troisième posture à privilégier dans le choix des participants est de solliciter un engagement sur la durée de la part du membre volontaire, dans un enjeu de pérennisation du plan d'action. En effet, le portage politique du plan nécessite l'accompagnement externe d'un petit groupe d'acteurs convaincus de la démarche de co-construction, de l'impératif de transition et du travail effectué par les acteurs de terrain.

La méthodologie de ce comité technique s'est attachée au rappel systématique de cette posture à adopter (notamment au sein des outils de communication ; cf. annexe 25). Les trois réunions, étalées sur quatre semaines, étaient conçues en deux étapes : premièrement une présentation détaillée du projet pour garantir son futur portage par le comité technique et ensuite un travail d'approfondissement des actions du plan d'action. Trois orientations ont pu être abordées, dont une partiellement, débouchant sur des actions étayées aussi bien dans leur mise en œuvre que dans leur fond. Le comité technique, composé de huit membres (en majeur partie des acteurs publics), s'est ainsi attelé à préciser : les étapes, les outils, les acteurs, les enjeux et la temporalité de chaque action. Il a aussi ajouté une action concrète au plan d'action, constatant un manque (services de santé). L'objectif de ce groupe de travail était en aucun cas de trahir la parole des habitants en invalidant des actions, lesquelles ne pouvaient pas être exclues du plan d'action par ce comité.

Membre	Fonction	Raison primaire de l'invitation du membre
Michel Bouvard	Conseiller municipal à la mairie des Contamines-Montjoie	Vision politique d'élu immergé dans les actions et les enjeux institutionnels (logement, sylviculture, projet centre-bourg)
Bruno Mattel	Ancien élu à la mairie des Contamines-Montjoie, ex-forestier, agriculteur, charpentier	Vision historique et politique de l'évolution de la commune et des enjeux des activités agricoles et sylvicole
Jean-Louis Mollard	Ancien élu et maire des Contamines-Montjoie	Vision historique et politique de l'évolution de la commune en tant qu'ancien maire
Marita van Oldenborgh	Habitante retraitée des Contamines-Montjoie et participante aux ateliers	Personne « pionnière » témoin de la dynamique de co-construction
Basile Dunand	Assistant parlementaire de Xavier ROSEREN (député réélu)	Vision politique et juridique permettant d'identifier les leviers réglementaires des actions
Alexis Besnard	Habitant des Contamines-Montjoie et directeur business chez Rockwool	Vision comparative de résident secondaire avec son lieu d'habitation et sensibilité au développement durable
Maïlys Cochard	Conservatrice de la Réserve naturelle des Contamines-Montjoie	Dialogue logique avec la Réserve naturelle, partie essentielle du territoire
Charlotte Marx	Responsable du pôle Développement Durable à la CCPMB	Lien avec l'intercommunalité sur la question du développement durable
Morgane Luraski	Chargée de mission Environnement - Climat - Énergie à la CCPMB	Lien avec l'intercommunalité et l'élaboration du PCAET

Figure 10 : Tableau répertoire des membres du comité technique et de leur fonction socio-professionnelle

II.2.4. PHASE 4 : Restituer et valider collectivement le plan d'action : le défi de la pérennisation du plan d'action

La dernière phase s'articule en trois étapes : la passation du projet au comité technique, la restitution des résultats du projet à l'équipe municipale et la validation collective du plan d'action à l'occasion d'une réunion publique. Ces trois étapes, articulées autour d'une

communication large (cf. annexe 26), ont pour but d'organiser un relais de la parole co-construite aux élus, mais aussi aux personnes « pionnières », susceptibles de faire vivre ce plan d'action au-delà des considérations politiques et des mandats électoraux. Ces personnes sont alors témoins et garantes du respect du travail collectif démocratique. La parole des participants aux ateliers ne doit pas être dénaturée, car le projet repose sur la base de ces dialogues. L'enjeu du relai du plan d'action à la mairie est aussi de transmettre un outil de gouvernance aux élus, qui peut s'inspirer des principales orientations travaillées pour mener les politiques et ainsi initier la dynamique du plan d'action.

II.3. Biais et limites méthodologiques

II.3.1. Des données essentielles déficitaires au niveau communal qui bornent l'actualisation du diagnostic

Le premier biais à l'actualisation des données pour baser factuellement la construction d'un territoire résilient était d'avoir structuré ce travail sur des données qualitatives tout en conservant la base de l'indice OBREM'ALP. En effet, l'indice a été conçu dans l'optique d'une récolte de données chiffrées, alors que mon travail d'actualisation s'articulait autour de données plutôt qualitatives qui m'ont empêché d'avoir une vision claire des enjeux auxquels le territoire faisait face. Cela étant, je n'ai pas pu aller jusqu'à l'actualisation des ressources OBREM'ALP, ni comparer ces ressources avec celles d'autres territoires.

La deuxième difficulté était la plus importante : une grande partie des données essentielles au diagnostic de résilience étaient manquantes, aussi bien dans le cas du premier diagnostic que dans l'actualisation. Faute de données suffisantes au niveau communal et malgré la sollicitation régulière des agents municipaux, je n'ai pas réussi à accéder à des chiffres actualisés suffisants correspondant à certaines variables, parmi lesquels la part d'emplois saisonniers dans la commune (RAE 22), la disponibilité du foncier constructible (RAE 33), la part des lits froids (RAE 42), la durée moyenne du chômage (RAE 21), la part d'habitants de plus de 30 ans nés dans la commune (RAH 12), la part de la commune exploitable de manière agricole (RAM 21), l'évolution du nombre de canons à neige entre (RAE 53) 2020 et 2024. J'ai distingué trois causes principales à ce déficit de données : un problème de confidentialité empêchant leur diffusion à un stagiaire, un problème de

disponibilité dans le contexte d'une petite administration communale ayant des moyens limités en la matière, un problème lié à la nature parfois hors-sol des variables qui peuvent requérir des chiffres techniquement impossibles à récolter. C'est le cas par exemple du pourcentage du revenu communal lié au tourisme (RAE 41). Même si le premier diagnostic de l'indice OBREM'ALP a constitué une base suffisante -car assez récente- de mon travail, le déficit des données a été handicapant pour construire les fondements argumentaires du plan d'action de résilience, encore régulièrement remis en cause lors de présentations.

II.3.2. Une diversité de consciences marquée des acteurs de terrain face au changement climatique

La méthodologie des ateliers de travail en groupe connaît des biais intrinsèques au contexte territorial. Le rythme saisonnier impose un calendrier particulier pour la co-construction : le printemps est une période de repos, voire de vacances, qui entraîne un fort absentéisme au village. L'été est une phase laborieuse durant laquelle la disponibilité des habitants et des acteurs locaux est extrêmement limitée. L'enjeu était donc de mobiliser les participants durant le mois de juin, avec des fenêtres d'ouverture fin-mai et début-juillet. Ce rythme a contraint le travail de co-construction sous deux aspects. Premièrement, le temps pour convier les habitants et les acteurs aux ateliers était limité. Ce calendrier imposait un travail chronophage, nécessitant en effet un contact direct avec les participants à travers une invitation personnalisée. Cette contrainte de temps a eu pour effet de ne pas rassembler autant de participants que prévu. La deuxième conséquence de la périodicité du travail saisonnier lié au tourisme est le problème de disponibilité des participants, qui a limité la participation. En amont des ateliers, cela a sûrement été un facteur de non-réponse aux invitations par les participants, mais cette faible disponibilité a aussi constitué une limite dans l'organisation des ateliers. Certains groupes de socioprofessionnels ont été très peu mobilisables (restaurateurs), d'autres ont été réticents à l'idée de participer à deux ateliers, certains participants avaient des disponibilités très limitées. Cette contrainte m'a amené à réduire l'ambition de départ de rassembler les groupes à trois occasions, en organisant seulement deux ateliers.

Le choix d'une approche inductive, partant des enjeux co-construits par les acteurs (donc d'une feuille blanche) a aussi été un facteur qui a desservi la mobilisation des potentiels

participants, puisque le sujet des ateliers n'était pas défini a priori. Ceci a également pu poser problème dans le déroulé des ateliers, du fait que les habitudes de la participation descendante sont très ancrées dans le rituel démocratique. Les citoyens sont en réalité souvent très guidés dans leur prise de parole, organisées dans un environnement contextuel très codé. A cet égard, les techniques d'intelligence collective ont été confrontées à un rejet catégorique de la part d'un participant, qui a jugé cette méthode "trop scolaire" et non nécessaire au débat. De fait, l'absence de cette méthode pour la suite de cet atelier a prouvé son intérêt : la discussion a manqué de structuration car elle n'avait plus de base méthodologique.

Au-delà d'une ouverture d'esprit sur l'approche participative ascendante, le travail de co-construction d'un plan d'action de résilience pour le village requiert un état d'esprit constructif et une compréhension des enjeux de l'adaptation de la part des participants. Or, les ateliers ont mis en lumière des stades très différents dans l'acceptation du changement, bien que l'objectif des ateliers était initialement de réunir les personnes "pionnières" de la transition. Ces différences graduelles ont nécessité un accompagnement renforcé dans l'animation des ateliers : autant dans la vulgarisation des données scientifiques que dans la démonstration du lien entre l'adaptation au changement climatique et la nécessaire transformation du tourisme en montagne. Les résultats de cette expérience sont pluriels. Premièrement, il semble y avoir une corrélation entre les personnes engagées dans les associations et la vie locale et les personnes qui portent une vision pionnière. Cela s'expliquerait par le dynamisme qui amène ces participants engagés à cultiver une ouverture et à se forger un esprit critique émanant de la rencontre et des confrontations de points de vue. Comme le rappelle théoriquement la première partie du mémoire, cette capacité à « voir de l'avant » est déterminante pour la transition, puisque ce sont les pionniers qui enclenchent les premiers la dynamique de changement.

II.3.3. Des barrières réglementaires actuelles qui entravent la faisabilité des actions co-construites

La troisième phase a soulevé plusieurs limites. Tout d'abord, la posture des membres du comité technique a parfois manqué de constructivité sur certaines thématiques. Le premier COTECH a été l'occasion d'un vif débat, qui a fait ressortir les craintes des participants, ainsi

que nombre de frustrations sur la problématique du logement. Ainsi, les élus ont rappelé les blocages rencontrés sur la question de l'habitat permanent au village et leur détermination pour les résoudre au cours de leur mandat. Ceci n'a pas permis de construire une discussion apaisée ni de se concentrer sur l'identification des leviers pour résoudre ces blocages institutionnels. Il fallait sans cesse rappeler la temporalité du plan d'action, qui doit nous astreindre à penser à long terme, au regard des législations à venir et des modifications réglementaires liées au principe de différenciation (cf. annexe 27).

A ce sujet, l'exemple de la problématique du logement est parlant : la législation empêche la différenciation du logement permanent et du logement secondaire qui se multiplie et sature progressivement le village, l'État requiert des employés saisonniers qu'ils répondent à des conditions d'éligibilité spécifiques pour accéder au logement social ce qui provoque la vacance de ces logements. Le sujet de la mise en place d'une carte avantage pour les locaux est aussi mis à l'épreuve de considérations juridiques telles que le principe de discrimination, empêchant la différenciation des « gens du pays » et des visiteurs.

Les obstacles institutionnels sont nombreux et ils bloquent la réalisation immédiate du plan d'action. Le logement est un cas d'école sur le sujet. Les élus sont en permanence confrontés à des décisions extérieures, notamment venant de l'Etat, qui sont parfois incohérentes par rapport aux grands enjeux du territoire (par exemple, l'impossibilité d'allouer les logements sociaux saisonniers vacants aux commerçants). Ils sont en dialogue constant avec ces instances pour faire débloquer les situations et faire avancer des questions primordiales. Du fait du temps qu'ils passent à la résolution des problématiques locales, ils connaissent parfaitement les sujets auxquels ils ont affaire, et leur travail est honorable. A cet égard, le plan d'action ne doit paraître provocateur envers ces acteurs, en donnant l'impression d'inventer des solutions qui ont déjà été travaillées avec assiduité. Il est plutôt un élément qui fédère les causes prioritaires pour le territoire et un outil pour recenser les freins et les leviers rencontrés par chacun. La mise en œuvre du plan d'action fonctionne en relation perpétuelle avec l'échelle supra-communale, à la fois un appui et une entrave aux intérêts du village.

II.3.4. Un portage institutionnel en question au regard de l'ambition du projet

Le portage du projet de co-construction d'un plan d'action de résilience pour le village n'a pas toujours facilité les différentes phases de mon stage. Son suivi aurait pu être accompagné par un panel d'acteurs plus large, notamment au niveau institutionnel, afin d'être valorisé sur la durée. L'enjeu est de trouver un équilibre entre un projet porté intégralement par la mairie et donc politiquement biaisé et un soutien parcimonieux permettant un meilleur cadrage final et une validation graduelle du plan d'action par les élus. En effet, l'idée d'un suivi institutionnel permet d'intégrer les membres du conseil municipal dans une réflexion globale sur une vision à long terme de leur commune, mais aussi de les immerger pas à pas dans les résultats du processus participatif. Leur validation du plan d'action tout au long de sa conception aurait aussi permis d'affirmer sa légitimité et d'assurer sa pérennisation. Mais cette projection n'a pas été possible, car mon stage a été porté dans sa globalité par deux adjoints motivés, sans être vraiment le fruit d'une réflexion profonde au niveau communal. Ceci a amené les membres du projet à devoir réduire leurs ambitions quant au portage municipal du plan d'action. Ce portage a aussi été questionné par l'équipe municipale à l'occasion de la réunion de restitution de mon stage, fin août.

Une première piste pour élargir le portage institutionnel du plan d'action est de dépasser l'échelle territoriale communale en collaborant à une échelle institutionnelle plus élevée. Cependant, le risque de ce portage supra-communal est d'aboutir à un travail de planification hors-sol, négligeant les logiques socio-économiques internes et nécessaires à la conception d'un plan d'action efficace et réaliste. La seconde piste est de déployer des moyens plus importants pour l'étape du portage politique du plan d'action. Ainsi, la mission du stagiaire pourrait être substituée par un travail d'agent technique dont le rôle serait d'assurer la mise en œuvre des actions sur le long terme à l'échelle de la mairie, bien que ce genre de moyens soit habituellement plutôt la prérogative d'une intercommunalité.

III - Le plan d'action de résilience socio-économique des Contamines-Montjoie face au dérèglement climatique

III.1. Le plan d'action au carrefour du travail de chercheur et de la voix des habitants

III.1.1. L'articulation de la dynamique recherche-action-participation face aux enjeux d'avenir

L'opérationnalisation de l'indice de résilience OBREM'ALP est inscrite dans la suite chronologique logique de la mise en œuvre de la transition après co-construction du diagnostic dans le cadre du projet CORESTART'ADAPT. En outre, elle est le fruit d'une expérimentation méthodologique intégrale. Bien que le but d'élaborer un plan d'action co-construit ait été défini clairement dans mes missions de stage, les contours de ce plan d'action étaient très flous dans l'optique d'une logique ascendante de la participation. Ce paramètre m'a permis d'adapter la forme du plan d'action, autant que son contenu, au cadre participatif. Ainsi, l'alliance acteur-chercheur est allée bien au-delà de la phase de co-construction des ateliers de travail en groupe : elle imprègne aussi l'élaboration du plan d'action, fusion du travail de tous les groupes sociaux réunis. En effet, les orientations, les objectifs et les actions définis par les acteurs révèlent la prise en compte sincère de leur parole. Dans ce cadre, cette parole issue d'une démarche déductive a servi de structuration initiale pour le plan d'action, qui a ensuite été comparée aux axes stratégiques pensés à l'aune de l'indice OBREM'ALP. Cette approche comparative a révélé une proximité immédiate entre le plan d'action encore incomplet forgé par les acteurs de terrain et les axes stratégiques suggérés par le travail des chercheurs comme des pistes pour initier la mise en œuvre de la transition territoriale.

Axes stratégiques OBREM'ALP (pistes)	***Thématiques abordées***	**Orientations acteurs de terrain**	***Actions travaillées***
A.S.1 : Construire une gouvernance pour l'action collective à différentes	*Place de la commune au sein de l'intercommunalité, parité au sein de l'organe institutionnel, engagement des citoyens dans la vie démocratique locale, projet en*	**O.1 - Valoriser la parole des habitants dans le débat public**	*Conflictualités internes à la population, prise en compte de la parole et des besoins des habitants, portage politique des projets associatifs locaux, moyens communaux alloués aux associations,*

échelles	partenariat recherche/acteurs, engagement de la commune dans les actions collectives		espace de rencontre et de sociabilité destiné aux habitants
A.S.2 : Partager la montagne entre agro-pastoralisme et préservation	Présence d'une réserve foncière agricole, évolution paysagère et fermeture forestière, valorisation de la biodiversité locale, disponibilité des ressources agricoles locales et accès commercial, mise à disposition d'espaces de culture collectifs	**O.4 - Préserver et valoriser les ressources du territoire : activer les circuits courts**	Protection des terrains agricoles de l'urbanisation, travail des socio-professionnels en circuits-courts, développement de l'exploitation sylvicole et préservation du patrimoine naturel, anticipation des pénuries d'eau
A.S.3 : Réduire la vulnérabilité du territoire	Efficacité des dispositifs d'évitement et de prévention des risques, anticipation des pénuries d'eau, accompagnement dans la diversification des ressources énergétiques individuelles, réduction de la vulnérabilité économique et de la dépendance au tourisme en diversifiant les activités : vulnérabilité du domaine skiable, saisonnalité de l'économie, mesures pour faire face au réchauffement climatique	**O.5 - Transformer et désaisonnaliser l'activité touristique**	Stratégie de maintien d'un tourisme familial grâce à la valorisation d'un tourisme mesuré, mesures d'adaptation de la nature et de la périodicité des activités sportives touristiques, mesure de régulation du poids de l'activité « ski », transformation touristique de la station, projection vers une diversification économique du village, mesures de sensibilisation à l'environnement, la mobilité, le logement, la consommation, l'emploi
A.S.4 : Favoriser l'installation et le maintien d'une population à l'année	Stabilisation de l'emploi, aide à l'installation d'une population qualifiée, maintien d'une démographie jeune, risque de précarité économique impactant le niveau de ressources économiques des habitants, isolement social, services d'aides aux personnes vulnérables, lieux de sociabilité et liens de voisinage, accès à la propriété, au réseau de transport en commun, aux commerces à l'année, au service éducatif primaire, au réseau 4G	**O.2 - Développer la vie locale à l'année**	Accès aux équipements de loisirs et à une alimentation abordable, à la culture et à des évènements réguliers festifs et sportifs, à des activités quotidiennes et des lieux de sociabilité indépendants du rythme saisonnalisé, maintien du cadre patrimonial et architectural du village, identité contaminarde
		O.3 - Rendre accessible l'installation permanente sur le territoire	Accès au logement, aux mobilités douces, aux services de santé, à des solutions de garde d'enfants et à l'emploi local et diversifié

Figure 11 : Tableau de comparaison des pistes stratégiques OBRELM'ALP avancées par les chercheurs aux orientations définies en atelier par les acteurs de terrain

C'est une véritable rencontre entre le travail de l'acteur et le travail du chercheur, dans la mesure où l'acteur de terrain n'avait pas accès aux données produites par le chercheur et inversement. Le plan d'action co-construit vient donc valider le travail théorique du chercheur qui a su comprendre les dynamiques territoriales en jeu, mais il révèle aussi que l'acteur de terrain connaît déjà les défis futurs qu'il faudra relever pour anticiper le changement climatique. Ceci conforte l'idée d'un citoyen « expert d'usage ». Gaston Berger, dans son ouvrage « L'attitude prospective » paru en 2014, affirmait ainsi : « Pour dépasser les vues étroites des spécialistes et décrire de manière concrète une situation, rien ne vaut le colloque entre hommes d'expérience, ayant des formations et des responsabilités différentes. Il faut

que des hommes se rencontrent et non que des chiffres s'additionnent. »

Cette imbrication se confronte à plusieurs limites. En effet, la recherche, basée sur la récolte de données brute, est décalée avec la démarche opérationnelle en ce qu'elle évoque des pistes succinctes pour le changement, qui ne correspondent pas toujours à la pédagogie et diplomatie nécessaires dans un contexte social où le changement de modèle économique fait peur. De fait, la majorité des participants avait conscience des effets du changement climatique dans la station des Contamines-Montjoie, mais elle n'était pas toujours prête -à quelques exceptions près- à imaginer des changements directs plus ambitieux que celui de l'idée de la diversification touristique, alors que les chercheurs insistent sur le fait qu'il faut réorienter l'économie pour diminuer réellement la vulnérabilité du village. Malgré cette décorrélation entre le travail du chercheur situé à l'échelle géographique large du Massif alpin et l'expérience local de la vie dans le village des Contamines-Montjoie, l'objectif du chercheur et de l'acteur est pourtant sensiblement le même : un futur enviable et durable pour les Contamines-Montjoie, mais l'entrée est différente. Il a donc fallu innover dans des discours alternatifs pour ne pas évoquer directement la réduction de la part du tourisme dans le village, tout en amenant l'idée d'un changement ambitieux. Pour contourner le sujet de l'anticipation du futur de la station, il a fallu évoquer les enjeux spécifiques auxquels était confronté le village, qui conduisaient finalement de fait à parler du poids excessif du tourisme sur l'ensemble des secteurs et la structuration du village et son impact sur l'accès aux ressources locales. La seconde limite est également d'ordre psychologique. Il s'agit de la « dépendance de sentier » : face à des changements aussi structurels et impactants, les participants se cachent parfois derrière l'argument d'une réalité qui leur échappe, sur laquelle ils n'ont aucune influence ou qui serait universelle dans tous les territoires confrontés au tourisme, donc insoluble. D'où la démarche visant à réactiver un pouvoir d'agir collectif.

III.1.2. La complémentarité du dialogue acteur-chercheur dans la co-construction du plan d'action

S'il apparaît une vraie complémentarité entre les axes stratégiques OBREM'ALP et le plan d'action co-construit par les habitants, la comparaison révèle aussi des singularités.

Tout d'abord, le travail de chercheur oublie une part de la dimension subjective du

territoire dans la conception des axes stratégiques OBREM'ALP. En effet, une partie importante des actions sont associées à la dimension patrimoniale et identitaire du sentiment d'attachement au village, comme un élément indissociable de la vision de l'avenir du village : c'est le cas des objectifs « Maintenir l'image d'une station familiale » et « Rendre le village harmonieux : ambiance, paysage, contexte visuel ». Or, ces éléments relatifs à l'histoire du village doivent être inclus dans la stratégie d'adaptation face au changement climatique. D'une part, ils ont une portée symbolique importante pour les habitants du village à qui il tient à cœur, quasi unanimement, de conserver le caractère de « petit village de fond de vallée ». D'autre part, dans une optique plus opportuniste, cet aspect identitaire est un facteur important dans l'installation permanente au village mais aussi pour les résidents secondaires qui souhaitent la persistance d'un « tourisme familial » aux Contamines-Montjoie.

Le travail comparatif met aussi en exergue des enjeux différenciés au sujet du partage de la montagne. Cette fois-ci, c'est le discours des acteurs de terrain qui occulte une part du travail du chercheur, notamment sur le défi du partage de la montagne entre agro-pastoralisme et préservation. En ce sens, la question de la fréquentation de la montagne, pourtant cruciale selon les chercheurs, n'était pas l'objet d'une problématique ciblée par les habitants et par les agriculteurs comme un enjeu pour demain. Ce défi a été ajouté au plan d'action, au même titre que la problématique des services de santé a été ajoutée par le comité technique, du fait de l'absence d'ateliers réunissant les acteurs de la montagne et les professionnels de la réserve naturelle, qui auraient eu l'occasion de soulever cette problématique.

En revanche, si le dialogue acteur-chercheur se solde par quelques défaillances sur certains thèmes, les actions co-construites par les habitants et les acteurs locaux semblent correspondre fortement à la réalité vécue par la population, ce qui rend le plan d'action davantage crédible et solide au regard du politique. Un membre du comité technique confirme : « dans tout ce qu'on a pu lire tout à l'heure [verbatims des ateliers de co-construction], il y a des questions pertinentes qu'ont posé les gens qui nous avaient rencontrés, on va essayer de faire le mieux possible pour essayer d'y répondre » (cf. annexe 33).

III.2. Le plan d'action de résilience socio-économique des Contamines-Montjoie face au dérèglement climatique

III.2.1. Le plan d'action, la transversalité déclinée en cinq orientations stratégiques

Le plan d'action a émergé des premiers ateliers de co-construction, rapidement complété par le travail de chaque groupe. Il se structure de la manière suivante :

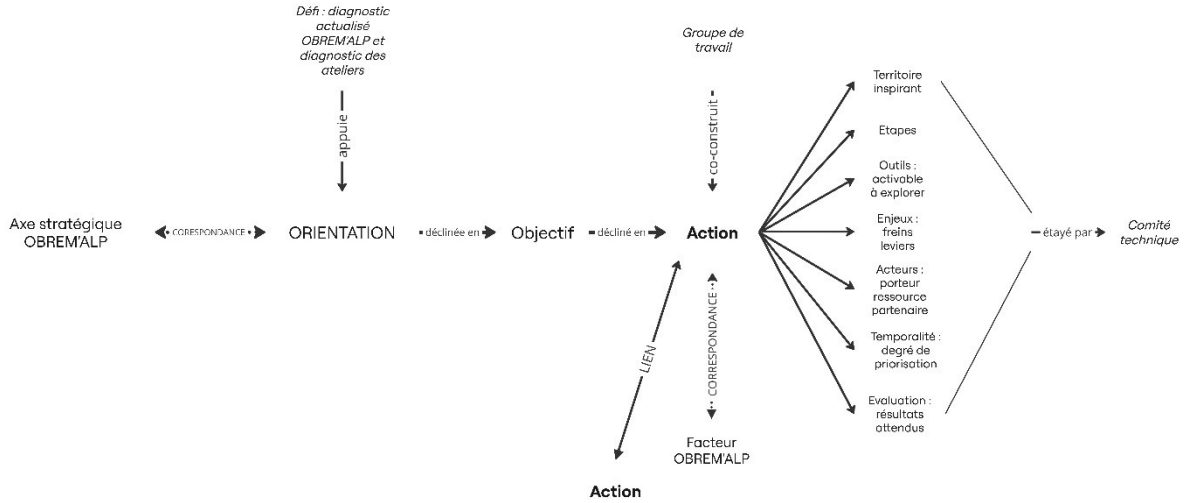


Figure 12 : Schéma simplifié de l'architecture du plan d'action de résilience

Ce travail s'ancre dans une approche systémique du territoire, c'est-à-dire que les orientations, les objectifs et les actions doivent être lus de manière transversale, si bien que chaque action peut être relié à une autre action. Ceci est révélateur de la conception originelle de l'indice, qui arbore une vision complète du territoire, où causes et conséquences sont imbriqués. Le plan d'action reflète cette complexité dans son ensemble (cf. annexe 28 ; annexe 29) :

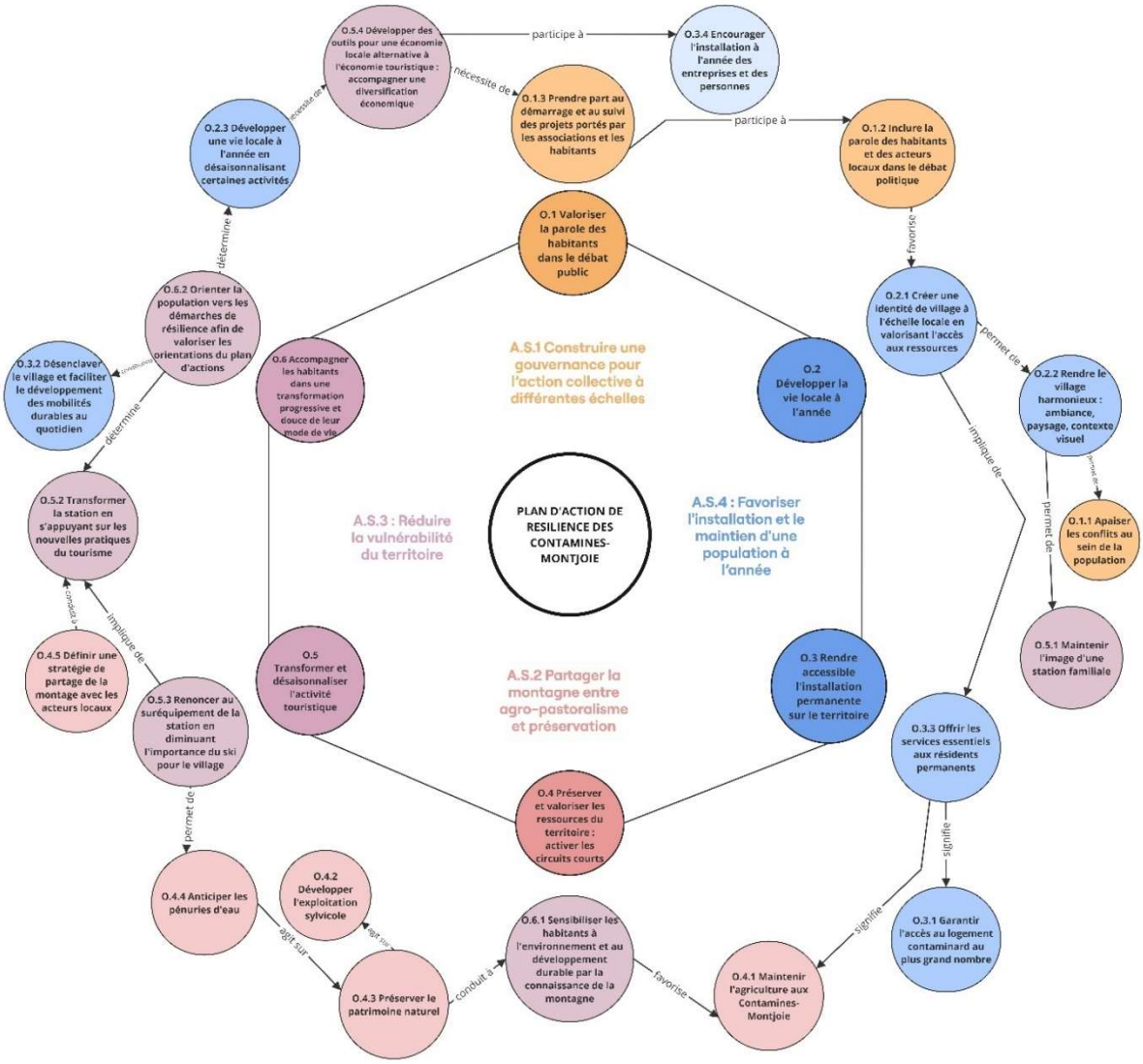


Figure 13 : Schéma simplifié du contenu du plan d'action (orientations et objectifs)

Le plan d'action révèle de nombreux liens de cause à effet entre les actions, c'est pourquoi il convient d'adopter une lecture systémique des orientations et des objectifs du plan d'action. A cet égard, l'orientation 6 (« Accompagner les habitants dans une transformation progressive et douce de leur mode de vie par la sensibilisation et l'implication ») répond, grâce à une politique de sensibilisation des habitants et des acteurs locaux, à plusieurs enjeux phares présents au sein d'autres orientations : le développement de l'accessibilité au logement, aux mobilités douces et à une alimentation abordable, le renforcement d'une offre d'emplois moins dépendants des conditions d'enneigement et du tourisme, la préservation du patrimoine naturel des Contamines. Cette transversalité permet de résoudre les blocages internes aux actions en valorisant le rôle d'une population actrice du changement et

défenseuse des politiques publiques mise en place dans le cadre du plan d'action. Ainsi, la faible fréquentation des commerces locaux par les habitants identifiée par le groupe des commerçants dans le cadre du défi de la désaisonnalisation des activités et de l'accessibilité à l'alimentation locale (O.2.3-A.1 « Relais des commerçants : favoriser l'ouverture de lieux de sociabilité à l'année » et O.2.1-A.2 « Carte avantages pour les locaux […]») s'accompagne, en réponse, d'une action de sensibilisation proposée dans l'orientation 6 (O.6.2-A.2 « Sensibilisation des habitants à la consommation locale et promotion des commerces qui font l'effort d'ouvrir à l'année »). Il en est de même pour l'ensemble des actions, qui trouvent une résonnance cohérente grâce à la systémicité architecturale du plan d'action.

Le contenu parallèle du benchmarking[8] est complémentaire au plan d'action. Il permet d'outiller la réflexion sur la mise en œuvre concrète des actions. De nombreux territoires qui ont appliqué des mesures inspirantes sont familiers aux enjeux du villages des Contamines-Montjoie, notamment les communes marquées par l'affluence touristique (cf. annexe 17). Cette grille s'accompagne de l'identification et de l'analyse des trajectoires des stations de ski ayant mené une réflexion plus globale sur l'adaptation au changement climatique (cf. annexe 18).

III.2.2. Les éléments qualitatifs apportés par la co-construction : un fil rouge pour le plan d'action

Les ateliers de travail en groupe, deuxième phase de mon stage, ont eu pour intérêt premier d'aboutir à un plan d'action co-construit par les habitants et les acteurs locaux. Ils ont aussi permis de bâtir une synthèse d'éléments pour affiner le plan d'action. Ces informations sont constitutives et doivent être lues comme un ensemble avec le plan d'action.

Premièrement, le profil sociologique des habitants amène des questionnements différents concernant l'avenir des Contamines-Montjoie. Il faut noter que les participants sont des personnes généralement impliquées dans la vie du village, à leur échelle et selon leur « statut », que ce soit d'un point de vue associatif (association des parents d'élèves, association « Sème ta Transition », association « Les Amis des Contamines », association des « Amis de la réserve naturelle des Contamines-Montjoie », paroisse). Chaque groupe a tissé

[8] Technique basée sur l'analyse comparative d'un ensemble d'actions.

un lien fort avec le territoire, qu'il soit lié à un ancrage familial ou à un « coup de cœur » pour le village. Cet ancrage a permis au fil des ateliers de dégager des facteurs d'appartenance forts et de dessiner les contours de l'identité contaminarde. Le patrimoine naturel du village, écrin de verdure entre deux montagnes, ainsi que sa petite taille et son caractère de « fond de vallée » sont ressortis comme les premiers arguments de l'installation des nouveaux arrivants et du projet d'installation des jeunes au sein du village, du choix de sa fréquentation par les résidents secondaires, et comme le symbole de l'attachement des anciennes générations à leur terre natale. Ce facteur identitaire que constitue l'appartenance à un patrimoine naturel très riche peut être associé à l'idée d'un « commun » partagé par les habitants du village. Ce patrimoine devient même un socle de la transition dans certains discours (« Ici on est au bout du monde, au bout du bout, enfermés dans nos montagnes. […] C'est ça qui fait une force aussi. Et qu'à un moment on va trouver des solutions, ce qu'il faut pour s'entendre et faire des choses intéressantes et faire évoluer le village. » (cf. annexe 13 - groupe aînés)). Les habitants des Contamines peinent cependant à développer une vie de village à l'année, celle-ci étant entravée par une focalisation des évènements autour du tourisme (« évènements pour les locaux : qui soient propres à l'identité des Contas, pour les Contas, et pas dans le but d'attirer des touristes et faire du chiffre. Le but est de faire des trucs pour les Contamines, pour se retrouver. » (cf. annexe 15 - goupe jeunes), « il y a un moment où on se sent perdu parce qu'il y en a partout. L'été, quand il y a le marché tout le long de la rue, c'est très dur de croiser un Contaminard dans le marché. » (cf. annexe 13 - groupe aînés), « notre vie sociale, elle est quand même ailleurs, d'ailleurs c'est ce qui nous fait rentrer, c'est pour ne pas perdre la vie sociale qu'on peut avoir ailleurs parce qu'ici c'est quand même le tourisme. » (cf. annexe 20 - groupe résidents secondaires), « je pense qu'il y a 20 ans, ici c'était un super village parce que tout le monde se connaissait, tout le monde était très « vie collective ». Mais maintenant avec notre génération c'est plus trop le cas », « les 18-24 ans sont le groupe délaissé. Eux auront beaucoup de facilités à partir, parce qu'ils n'ont pas eu accès à cet esprit de vie locale qu'on a connu dans notre enfance. » (cf. annexe 14 - groupe jeunes)). Il est à noter que le développement d'évènements parallèles à la vie touristique n'est pas incompatible avec le maintien d'évènements sportifs et culturels construits traditionnellement autour du ski, qui reste un élément essentiel de l'identité historique des Contamines-Montjoie.

De même que la perception du changement climatique s'exprime selon différents degrés selon les participants et les groupes, la sensibilité à l'environnement des participants transparaît sous différentes formes : les émotions/ressentis (« crainte », « inquiétude », « peur »), le pouvoir d'agir (implication dans les associations de développement durable), les actions co-construites (sensibilisation des enfants à l'environnement montagnard et aux bonnes pratiques, meilleure prise en compte du vivant dans la conscience collective, mise en valeur de la réserve naturelle), les témoignages historiques (importance de la préservation des ressources locales, perception des évolutions du climat local à travers le temps). Chez certains, cette perception peut être déconnectée de la nécessité d'agir à l'échelle locale du fait d'un sentiment d'impuissance individuel devant un changement globalisé à l'échelle planétaire. Il transparaît néanmoins des signes révélateurs de la volonté d'un maintien de l'identité contaminarde face au *statu quo* d'un village de plus en plus tourné vers l'économie touristique : le désir de réappropriation de l'avenir du village par les habitants (« ils savent [les résidents secondaires, les touristes] aussi qu'ils arrivent dans un pays où il y a des gens qui habitent tout le temps et qui sont là et qui ont fait que les Contamines sont les Contamines » (cf. annexe 13 - groupe aînés)), la dénonciation des excès du modèle touristique (« tourisme envahissant » (cf. annexe 13 - groupe aînés), « faisons autre chose que des lits. » (cf. annexe 19 - groupe familles), « le tout-ski, ça signifie que pendant trois mois c'est blindé, mais le reste du temps, il n'y a plus rien. » (cf. annexe 17 - groupe nouveaux arrivants), « il faut dire que l'agriculture est quand même prioritaire, il n'y a pas que le tourisme » (cf. annexe 22 - groupe agriculteurs), « on a trop vendu de parcelles de terre, presque bradé. », « il y a des jeunes qui veulent autre chose » (cf. annexe 13 - groupe aînés)), les emphases sur l'urgence du changement (« si c'est pas nous qui sommes attirés pour rester là, c'est pas ceux qui sont en fin de lycée qui ont 18 ans qui le seront plus tard. » (cf. annexe 14 - groupe jeunes), « si ça [les actions co-construites], ça n'a pas bougé, en 2040 j'habite plus ici. » (cf. annexe 15 - groupe jeunes), « dans mon cas, c'est ce qui coince et c'est ce qui va faire que je vais continuer ou pas. Enfin je veux dire qu'il y a un moment où… […] Tu te demandes un peu pourquoi tu continues des fois quoi. Est-ce que tu vas vraiment arriver à avoir un permis de construire comme tu veux » (cf. annexe 22 - groupe agriculteurs)), urgence particulièrement démontrée au travers de la temporalité très courte des actions concrètes à mettre en œuvre définie par les acteurs de terrain. Ces résultats sont renforcés par les données mises en lumière par le

diagnostic du projet CoRESTART'ADAPT mené sur la population contaminarde, selon lequel 42,9% des habitants souhaitent « garder l'esprit de village, éviter le tourisme de masse, arrêter le tout-ski » tandis que 47,6% d'entre eux envisagent pour le village « une économie plus résidentielle développée pour favoriser l'arrivée et le maintien des jeunes (logements, emploi, services à l'année) ». La volonté de la part des groupes interrogés d'un « retour aux sources », à un tourisme plus modéré, à un village pensé avant tout pour les habitants, peut être analysée comme une réponse aux excès du modèle touristique dont la disproportion accapare la ressource foncière, surélève le prix des équipements et de l'alimentation et polarise l'intérêt des acteurs en dehors des sujets spécifiques à la vie locale. En somme, le tourisme au Contamines-Montjoie ne pose pas problème en soi mais c'est son caractère sur-dimensionné croissant qui questionne les habitants et les acteurs locaux préoccupés par l'avenir du village. Ce contexte a pour effet une conscience aiguisée des habitants et des acteurs locaux face à la nécessité de limiter les excès, que ce soit en termes d'artificialisation (« il ne faut pas tomber dans le tout-loisirs. Il faut garder le charme. », « ne tombons pas dans un mini « Euro-Disney » », « il faut faire attention à garder le côté nature, ne pas en faire trop non plus » (cf. annexe 24 - restaurateur), « il faut arrêter de reconstruire en permanence. » (cf. annexe 19 - groupe familles)) qu'en matière d'impact écologique ou sur la préservation des ressources locales (« si tu prends vraiment toute la chaîne de la construction et de la déconstruction, entre la recréation de matériaux, la ré-artificialisation des zones, les gravats relâchés et les poids lourds pour acheminer l'ensemble… Je ne sais pas si en termes de coût et carbone et financier c'est plus rentable de reconstruire des logements neufs » (cf. annexe 17 - groupe nouveaux arrivants) « maintenant il y a des maisons partout. Et la terre, il n'y en a pas beaucoup. » (cf. annexe 13 - groupe aînés)). Ce « trop plein » du tourisme se traduit aussi parfois par des réactions radicales de la part des locaux, alimentant une forme de conflictualité internalisée à l'échelle du village (« est-ce que le gars qui est résident secondaire, il aura la carte parce qu'il a un chalet ici, parce que moi, personnellement, je ne fais pas de prix aux résidents secondaires quoi. Non, ce sont des gens qui bossent ici… qui bossent ici. » (cf. annexe 23 - groupe commerçants), « le pire c'est que ce sont des conflits qui datent d'avant, d'il y a deux/trois générations. Ce sont des familles, c'est des terrains, des jalousies qui sont restées entre les familles. Certains qui ont osé investir, d'autres qui n'ont pas osé. » (cf. annexe 18 - groupe familles), « J'ai tellement vu des gens pas respectueux de ce qu'on est » (cf.

annexe 12 - groupe aînés)). Le questionnement sur l'avenir du territoire conduit aussi les acteurs à confier leur ressenti sur les évolutions locales en matière de tourisme (comme l'étalement de la fréquentation avec des saisons moins intenses et des modes de consommation moins centrés sur le « tout-ski », ce qui perturbe le mode de fonctionnement habituel des commerces). Ces évolutions seraient en rupture avec la vie politique locale qui n'évolue pas assez rapidement selon certains participants qui renvoient tantôt à l'ambiance passive du village (« c'est un village qui perd son charme. », « entre mes 18 et mes 22 ans, j'ai l'impression que rien n'a changé. » (cf. annexe 14 - groupe jeunes)), tantôt aux projets politiques latents et à leur mise en œuvre tardive (« ça fait 40 ans qu'on entend parler du centre, 40 ans que la municipalité dépense de l'argent pour faire des études, des projets » (cf. annexe 12 - groupe aînés), « depuis qu'on est petit on ne voit pas d'évolutions et donc moi j'ai du mal à voir une évolution venir dans la dizaine d'années, pour nous c'est important, là où on va devoir trouver un logement, acheter, vivre comme des adultes » (cf. annexe 14 - groupe jeunes)).

Si les effets du changement climatique sur le futur du territoire et du besoin de s'adapter à l'échelle locale semble largement admise par la majorité des participants, ceux-ci établissent souvent une distance entre pensée et action dans la réflexion sur le changement à mener. Certains dédouanent leur pouvoir d'agir sur d'autres acteurs (« nous on est âgés, mais il faudra bien qu'il y ait une tranche d'âge qui prenne les choses en main pour que ça aille dans le bon sens. » (cf. annexe 13 - groupe aînés), d'autres retardent la temporalité de l'action en employant le futur (« et en même temps il faudra réfléchir aussi pour nous ici aux Contas, je sais pas… en France.., à une autre manière de penser le ski » (cf. annexe 18 - groupe familles)) ou éloignent l'échelle d'action (« ce n'est pas propre à chez nous ça, c'est partout. » (cf. annexe 13 - groupe aînés)), d'autres participants s'accordent sur une vision fataliste de l'avenir, éloignant l'existence d'un impact collectif sur les tendances socio-économiques (« rapidement vont s'inventer tout un tas d'activités mais ça va être Eurodisney » (cf. annexe 20 - groupe résidents secondaires), répétition de l'affirmation : « ce n'est pas possible » (cf. annexe 23 - groupe commerçants), « Moi je suis plus optimiste que vous. Je pense que pour nous, 20 ans encore, de la neige il y en aura en haut, et que les choses vont se faire progressivement. Nous allons trouver des solutions au fur et à mesure. » (cf. annexe 13 - groupe aînés)). Des habitants et des acteurs locaux ont quant-à-eux déjà conscience de l'importance de développer une

responsabilité collective en valorisant le pouvoir d'agir de chacun sur l'évolution du village (« je pense qu'on ne peut pas construire le futur qu'on veut si on ne peut pas l'imaginer. Donc commençons par l'imaginer. Et pas l'imagination du « meilleur » ou bien d'une seule personne. C'est le futur que l'on doit construire ensemble en tant que communauté. » (cf. annexe 16 - groupe nouveaux arrivants), « chaque génération, il y a eu un truc plus-ou-moins gros fondé par les jeunes de nos âges. C'est la preuve que si le village allait très bien, il n'y aurait pas besoin de nos assos. Le problème est toujours le même. » (cf. annexe 14 - groupe jeunes)). Certains décident individuellement, en réaction à des problématiques socio-économiques prégnantes, d'agir à leur échelle pour l'intérêt général (« je loue à l'année parce que je trouve que c'est normal. Il y a des gens qui ont besoin de se loger, tout le monde cherche à se loger » (cf. annexe 12 - groupe aînés)). Afin de développer l'idée d'un pouvoir d'agir collectif, le rappel des capacités adaptatives héritées du village, construites dans le cadre du projet CORESTART'ADAPT, permet de réveiller la mémoire d'un village qui a su s'adapter aux évolutions de son temps en adoptant le tournant vers l'économie touristique des années 1960, en suggérant que le sujet est aujourd'hui d'inventer un nouveau modèle basé sur les enjeux actuels du changement climatique et des évolutions socio-démographiques du territoire : « de la même façon qu'il y a eu une transition en 1960, je pense qu'il peut y avoir une transition sur les gros changements à venir. » (cf. annexe 12 - groupe aînés).

Cette dissonance cognitive entre pensée et action soulignée par les interventions de certains participants s'accompagne d'une déconnexion des effets du changement climatique du modèle socio-économique du village. La vulnérabilité de la station des Contamines est ainsi détachée de la vulnérabilité du modèle global du village basé sur l'économie touristique. Cette déconnexion cause-conséquence se traduit par la mise en avant de l'idée d'une diversification touristique, solution « palliative » face au manque de neige, alors même que le tourisme, comme base économique exclusive, exacerbe les problématiques d'accessibilité au territoire et contraint le développement de la vie locale à l'année, comme évoqué précédemment. Ces discours sont davantage présents chez les commerçants et les restaurateurs ainsi que dans le cas des personnes tributaires de cette économie de par leur profession, du fait que leur vie dépend étroitement du tourisme et que, par conséquent, la transformation du modèle est un bouleversement plus important. Le diagnostic partagé sur les moyens d'existence de la population issu du projet CORESTART'ADAPT rappelle que la

dépendance au tourisme et au climat sont les deux critères qui introduisent le plus d'inégalités entre les foyers, faisant varier le niveau de vie moyen des personnes. Ainsi, les foyers exerçant des professions liées au tourisme et au climat ont des revenus plus bas que ceux dont le métier n'est pas dépendant de ces critères. A savoir que 15,1% des revenus contaminards sont dépendants directement des conditions neigeuses, mise en péril par le changement climatique. Parallèlement, les résidents secondaires et les aînés sont plus ambitieux dans leur réflexion sur le changement puisque cette transformation implique moins leur vie personnelle et leurs moyens de subsistance. C'est pourquoi la transition doit avant tout diriger les solutions vers les groupes les plus vulnérables face au changement climatique et ceux dont le patrimoine économique sera très impacté par les effets du changement climatique pour que l'adaptation soit vécue comme une opportunité et non comme un risque socio-économique pour de nombreuses personnes. Certains groupes font également exception à cette déconnexion, en adoptant une approche transversale et systémique des enjeux territoriaux. Ces participants sont à un stade avancé de la « courbe du deuil », leur permettant d'aborder une vision de long terme sur les évolutions et les tendances à privilégier pour le village, au-delà de la focalisalisation sur le schéma socio-économique actuel perçu comme immuable (« il faut que les gens soient formés à d'autres choses, à d'autres métiers, à d'autres aspirations ou façons de penser. Après il y a le côté business, mais il faut accepter qu'on y perde un peu mais de manière vertueuse, ça peut être réinvesti autrement, dans d'autres choses, mais il faut faire un certain deuil de la suprématie de la rentabilité. », « est-ce qu'on ne pourrait pas trouver d'autres alternatives : une sorte de tourisme un peu plus éthique, un peu plus durable, un peu plus écologique ? Et même créer une vie plus locale ? », « dans 10, 20, 30 ans, on aimerait être là et que nos enfants vivent dans le bien-être, que leurs enfants puissent aller à l'école, qu'elle soit ouverte, que l'économie soit diversifiée même si la neige peut-être manque, mais on aurait toutes ces autres activités. Si on peut imaginer, mais vraiment, si on peut construire une vision. C'est le point de départ », « et on a tellement de possibilités ici. Je rigole quand parfois je dis que l'on pourrait être le village Gaulois d'Astérix et Obélix. Ce n'est pas que je souhaite que l'on soit enfermés du reste du monde, mais on a tout ce qu'il faut ici pour vivre bien, être assez autonome. On peut être très résilient. Et aussi on a les gens qui sont respectueux de la nature et qui reconnaissent l'importance de ce bien-être. » (cf. annexe 17 - groupe nouveaux arrivants)).

Les témoignages des habitants et des acteurs locaux extraits des ateliers de travail de groupe révèlent également certaines évolutions sociologiques qui nourrissent le travail d'analyse des futurs possibles pour le village. Ainsi, plusieurs participants font état d'une nouvelle impulsion de la vie sociale au village, où des habitants luttent pour maintenir une vie locale active à l'année aux Contamines-Montjoie, mais aussi pour résoudre les problèmes de fond auxquels est chroniquement confrontée la population locale. De fait, les aînés évoquent une « évolution des mentalités », « une nouvelle façon de voir les choses » vers un réveil des dynamiques d'entraide qu'ils ont connu à l'époque agraire des Contamines-Montjoie avant le « grand bond » du tourisme (cf. annexe 13 - groupe aînés).

Ce qu'il faut retenir du plan d'action, c'est qu'en plus de définir une vision commune du territoire pour anticiper l'avenir, il met en valeur ce qui est important pour les habitants et les acteurs locaux : ce à quoi ils souhaitent renoncer, ce qu'ils veulent faire perdurer du village et ce à quoi le village ne peut pas déroger pour son avenir selon eux. C'est par exemple ce qui est ressorti du discours des aînés du village, qui, grâce à l'apport de la frise chrono-systémique du projet CORESTART'ADAPT, ont pu revenir sur les traces de leur passé aux Contamines-Montjoie. A cette occasion, ils ont mis en lumière les liens d'entraide qui caractérisaient la vie de labeur de leurs ancêtres comme un trait historique et comme un élément de l'identité du territoire à faire perdurer. Ceci a conduit par la suite, avec d'autres groupes, à souligner l'importance de maintenir des réseaux d'entraide au sein du village, au regard de ce passé.

III.3. Co-construire : la rencontre des acteurs de terrain avec les logiques institutionnelles

III.3.1. De la difficulté de confronter la réalité politique au plan d'action co-construit

Le premier défi de la transmission du plan d'action aux acteurs politiques est de valoriser le fait que les habitants et les acteurs locaux soit réunis de façon apolitique, afin que les actions co-construites soient le moins possible perçues comme des revendications par les acteurs politiques. L'enjeu est d'éluder les propos de nature à vider le plan d'action de sa substance (critique sur la représentativité des actions co-construites et sur les compétences techniques limitées des participants), propos par ailleurs directement liés au clivage entre la

vision des habitants pour le futur du village et les logiques publiques institutionnelles. Ce clivage est révélateur des dynamiques politiques en place qui ne partagent pas une vision pour le changement, même en étant fortement impliquées dans l'intérêt collectif de par leurs fonctions passées ou présentes. Ainsi, les divergences observées symbolisent le *statu quo* des pouvoirs publics face aux enjeux locaux des habitants et des acteurs, déjà conscients de la nécessité de transformer le modèle socio-économique du village. La troisième réunion du comité technique est l'exemple évident d'une différence graduelle marquée des acteurs dans la « courbe du deuil » (cf. annexe 21). Il permet de comprendre les raisons de l'immobilisme des acteurs locaux face aux enjeux de la transition, particulièrement observées lors du travail sur l'orientation 7 (« Transformer et désaisonnaliser l'activité touristique »). De même que certains habitants et acteurs locaux présents dans les ateliers de travail en groupe proposaient des solutions d'adaptation marginales pour le village face au changement climatique du fait de leur dépendance économique étroite au secteur touristique, certains acteurs du comité technique expriment la même attache au fait de maintenir la situation actuelle à cause des préoccupations de leur fonction, de leurs différents degrés de perception du changement climatique ou encore de leur volonté de préserver leur réalité du changement, facteur d'instabilité. Ainsi, un membre du comité technique s'est revendiqué « climato-sceptique », tandis que d'autres membres ont adopté une posture institutionnelle qui empêchait un débat de fond sur la question du tourisme. Alors que le climato-scepticisme ne doit pas apparaître dans le plan d'action et n'a plus sa place dans la réflexion prospective sur le territoire, celle-ci requiert une vision élargie des problématiques locales grâce à une approche transversale des enjeux du territoire. Ce critère a fait défaut dans l'organisation et le pilotage des comités techniques : les membres étaient invités en tant qu'acteurs, cette fonction leur octroyant une compétence sectorielle prédéfinie allant à l'encontre d'une approche globale du territoire nécessaire à la conception du plan d'action. Ceci a freiné l'approfondissement des actions -donnant lieu à un nombre encore important de cases grises « à retravailler »- et l'établissement d'un lien systémique entre l'économie touristique et la vie locale, de la même manière que certains participants des ateliers déconnectaient les enjeux de la station avec ceux du village. En somme, les résistances dévoilées dans les réunions du COTECH sont de nature plurielle. Les blocages peuvent en effet être analysés comme des freins individuels d'ordre psychologique liés à la posture de l'acteur dans la « courbe du deuil »

face au changement climatique. Ils peuvent aussi être d'origine institutionnelle du fait de la déconnexion de la législation avec certaines évolutions socio-économiques territoriales conjoncturelles (comme l'impossibilité actuelle de distinguer la destination affectée au logement secondaire dans le PLU). Enfin, la conjoncture actuelle des Contamines-Montjoie ne permet pas de dépasser l'idée d'un enrichissement économique de la station sur le long terme lié aux effets du changement climatique sur les pistes voisines. Comme l'a rappelé Monsieur François Barbier, maire de la commune, lors de la réunion de restitution du stage, il est tout à fait naturel et légitime de ne pas être orienté vers le changement quand tout va bien. Les études sur l'accompagnement au changement s'accordent aussi sur l'idée d'un immobilisme rassurant pour les habitants et les acteurs locaux. Le contexte local met en avant les limites de la communication scientifique auprès des acteurs de terrain qui devraient s'attacher à investir davantage les dimensions émotionnelles individuelles dans l'accompagnement au changement.

Pour mieux prendre en compte ces blocages et offrir aux acteurs locaux l'opportunité d'une discussion globale sur l'avenir du modèle socio-économique du village, il aurait fallu impliquer personnellement les membres du comité technique en ayant un entretien préalable avec chacun d'eux, mais aussi adapter la posture des participants en les conviant à débattre en tant qu'acteurs mais aussi en tant qu'habitants témoins des enjeux territoriaux sous de multiples facettes. Des visites de terrain dans des territoires de moyenne montagne sur la voie de la transition pourraient également compléter le travail de Benchmark en plongeant les acteurs dans d'autres contextes locaux et l'imagination de nouvelles possibilités pour les Contamines-Montjoie. Mais ce travail suppose que les élus soient convaincus par l'idée du changement.

La maturité des acteurs du territoire face à l'enjeu de la transition n'a donc pas permis d'aller aussi loin que prévu dans la co-construction du plan d'action et d'aboutir à une hiérarchisation des actions à mener. Celles-ci se limitent pour l'instant à une vision globale des enjeux exprimés par les habitants et les acteurs locaux, vision qui doit s'astreindre à une architecture plus systémique du plan dans le recueil des actions tout en faisant foi de la volonté des acteurs de terrain. Ce travail collectif ne doit en aucun cas être l'objet d'une instrumentalisation du politique, au risque d'être dénaturé ou politisé par l'association à une

municipalité spécifique. C'est pourquoi il est important de toujours rappeler que la mise en œuvre des actions s'exerce dans une temporalité de long terme, et que la transition est menée à l'échelle des prochaines décennies. C'est un travail difficile puisque cela nécessite que les municipalités soient tour à tour pilotées par des élus prêtes à porter ces actions.

III.3.2. De la nécessité d'intégrer les instances et les évolutions exogènes au territoire

Certaines évolutions socio-démographiques sont déjà à anticiper sur le moyen-long terme, entre autres : le phénomène de migration climatique vers les hautes vallées, l'amplification du télétravail qui permettra aux habitants d'avoir des emplois pérennes tout au long de l'année, la rareté de la ressource foncière et les mesures nationales sur la limitation progressive de l'artificialisation des sols qui induira une augmentation encore plus forte des prix du foncier. Des évènements d'ampleur pourraient produire des évolutions conjoncturelles, comme le déroulement des prochains Jeux Olympiques d'Hiver de 2030 qui auront lieu dans les Alpes Françaises. Le rayonnement de ces Jeux pourrait influencer fortement le tourisme local tout en constituant une opportunité pour réfléchir aux investissements pertinents dans l'avenir du village, notamment grâce aux objectifs de développement durable prévus par le comité olympique.

Parallèlement, des documents réglementaires sont régulièrement produits par les acteurs de l'aménagement dans l'optique de donner une ligne directrice cohérente pour la planification territoriale : c'est notamment le cas du projet de territoire de la communauté de communes ainsi que du futur PCAET pensé à l'échelle de quatre intercommunalités, de l'élaboration en cours du SCOT, sans compter les nombreux documents relatifs à des sujets spécifiques abordés au sein du plan d'action. L'articulation de ces documents avec le plan d'action est un travail à approfondir en collaboration avec les instances chargées de leur mise en œuvre au sein du territoire.

Cette collaboration avec d'autres échelles de gouvernance paraît également nécessaire afin de donner un cadre officiel et élargie à la démarche de transition, sans pour autant confier intégralement le portage du projet à des instances supra-communales, au risque que la logique administrative de planification ne dénature le plan d'action moins proches de l'échelle

locale. La collaboration avec l'intercommunalité permettrait aussi de 'objet d'une remarque des équipes de l'aménagement de la montagne du CEREMA lors d'une réunion sur le projet de l'opérationnalisation de l'indice OBREM'ALP. En ce sens, la présence de Morgane Luraski et de Charlotte Marx au le comité technique souligne l'attente d'un dialogue sur la question de la part des équipes intercommunales. L'adaptation au changement climatique est d'ailleurs un sujet qui sera au cœur du futur PCAET selon les dernières réunions du comité de pilotage. Les chercheurs rappellent l'enjeu de l'articulation des échelles administratives pour la mise en œuvre de la transition : « Cela fait apparaître la nécessité d'articuler les échelles d'action et les acteurs pour rendre possibles les changements individuels et systémiques souhaités. Cette diversité des échelles d'action et des outils renvoie à la diversité des acteurs en capacité d'agir : acteurs nationaux et locaux, publics et privés. Sans un minimum de synergie de leurs actions, il semble illusoire d'imaginer œuvrer aux changements individuels et aux indispensables changements collectifs dans lesquels ceux-ci s'inscrivent. » (Martin, Gaspard, 2017).

A l'échelle locale, le comité technique a suggéré lors de ses deux premières réunions que plan d'action exigerait une modification intégrale des orientations du PADD grâce à une révision du PLU. L'étude foncière des terrains à bâtir permettrait de définir une stratégie foncière répondant aux orientations du plan d'action. Sur le long terme, ces paramètres seront déterminants dans la mise en œuvre des actions (cf. annexe 19 ; annexe 20).

Conclusion

Les Contamines-Montjoie est à l'aube de sa transition. Celle-ci fera encore sans doute l'objet de nombreux débats à venir, de fausses routes, de sacrifices compliqués mais décisifs pour l'avenir du village. La démarche de co-construction expérimentale menée dans la commune est une première étape marquante pour la suite : elle a donné lieu à un travail qualitatif de recueil de la parole de la population et elle symbolise le volontarisme de la mairie qui pose les premiers jalons du travail ; mais elle ne pourra être significative que grâce à l'impulsion municipale majeure pour poursuivre le travail d'anticipation face aux futurs défis qui seront surtout ceux du maintien de la vie locale à l'année et de la transformation de l'activité touristique. A cet égard, la transition ne doit pas s'arrêter aux instances publiques qui accompagnent chacune à leur tour une « transition » touristique pour la montagne (plan

« Avenir Montagnes », programme « Espaces valléens »). Elle doit s'atteler à construire une stratégie qui soit basée sur l'ensemble des secteurs et des acteurs du territoire en revalorisant la place des habitants, sans perdre de vue les conclusions scientifiques, ni occulter l'importance du tourisme pour le village. Il s'agit de confier aux habitants le pouvoir d'agir qui leur revient, une place structurante pour l'avenir de leur lieu de vie, en rééquilibrant la structure du village. En ce sens, le plan d'action montre l'importance de restreindre le poids du tourisme au sein du village et de mieux tenir compte du parcours de vie des habitants et des acteurs, souvent confrontés à l'enjeu de l'accès aux logements, à l'alimentation, aux services, aux loisirs. Le défi pour la suite de l'élaboration du plan d'action est de passer d'une approche descendante où le participant se met au service du travail de l'animateur à une responsabilité collective de la population dans la transition, projetée dans une nouvelle vision de l'intérêt commun. Cela nécessitera sans doute plus de temps de rencontres, plus de disponibilités individuelles des habitants et des acteurs locaux, dans l'optique d'un véritable changement de paradigme dans l'engagement des acteurs de terrain. Pour respecter la parole des citoyens participants qui ont su imaginer un avenir ambitieux pour les Contamines, il faut poursuivre coûte que coûte le travail entamé, à savoir : réunir de nouveaux groupes en atelier pour étayer le plan d'action, constituer un comité technique plus solide grâce à la mobilisation d'acteurs « pionniers » afin de pérenniser le pilotage des actions, et assurer la transmission du plan aux équipes municipales successives pour donner une valeur universelle à l'enjeu de la transition. Le village des Contamines-Montjoie a su se réinventer dans les années 1960 en créant un nouveau modèle basé sur le tourisme et s'est récemment montré novateur dans la démarche de diversification des activités sportives, notamment estivales. Saura-t-elle désormais prendre le tournant de la transition écologique ?

Bibliographie

Abad, A. G. (2012). *Estaciones de esquí, turismo y entorno rural de montaña: claves para una regulación de las estaciones de esquí ante el cambio climático*. Acciones e Investigaciones Sociales, (31), 91-136. https://doi.org/10.26754/ojs_ais/ais.201231630

Alonso-Morales, G., Jeandel, V. et Vallance, R. (2024). *Les Contamines-Montjoie : repenser l'aménagement du hameau du Lay pour en faire un pôle de vie touristique entre le chef-lieu et le fond de vallée : restructuration, circulation, mobilités, immbolier de loisirs, commerces* ([Scientifique]). Université Savoie Mont-Blanc.

ANCT. (2020). *Charte d'orientation du Comité d'orientation des territoires en transition*. https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2020-12/Charte%20d%27orientation%20du%20Comit%C3%A9%20d%27orientation%20des%20territoires%20en%20transiti....pdf

Arnaud, A., Augendre, M. et Texier, P. (2021, 21 juin). *Poster de restitution du projet Co-Restart n°2 : « Ceillac et Les Contamines-Montjoie face aux changements climatiques : quels impacts à 20 ans ? »*

Barnett, J. et O'Neill, S. (2010). Maladaptation. Global Environmental Change, 20(2), 211-213. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2009.11.004

Barrioz, A. (2019, 3 juillet). *S'installer et vivre dans les hautes vallées alpines : des trajectoires de vie entre attractivité et capacité d'adaptation des territoires* [phdthesis, Université Grenoble Alpes]. https://theses.hal.science/tel-02563101

Bonnemains, A. et Claeys, C. (2023). *Saisir les opportunités de ses vulnérabilités ? Trajectoire territoriale d'une station de moyenne montagne*, Céüze 2000. Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine, (111-1). https://doi.org/10.4000/rga.11196

Bouhaouala, M. (2023). ADAPTATION : La montgane s'est-elle compromise avec le capitalisme ? Dans La montagne en question(s) (UGA Éditions, p. 222).

Bourdeau, P. (2009). *De l'après-ski à l'après-tourisme, une figure de transition pour les Alpes ?* Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine, (97-3). https://doi.org/10.4000/rga.1049

Bressaud, S., Dumesnil, C., Livertout, I., Corradino, G., Camus, B., Mercier, G. et Thoin, M. (2023). *Changement climatique en montagne : relever le défi de l'adpatation dans la gestion de l'eau et du tourisme*. ANCT. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/3/2020/07/SROCC_SPM_fr.pdf

Chambru, M. et De Oliveira, J.-P. (2021). *Changement climatique et développement territorial en montagne : conflictualités et enjeux communicationnels*. Revue française des sciences de l'information et de la communication, (21). https://doi.org/10.4000/rfsic.10306

Co-Restart (7 mai 2022). *OBREM'ALP : Indice de résilience socio-économique face au changement climatique dans le Massif des Alpes*. Co-RESTART. Consulté le 18 août 2024 à l'adresse https://doi.org/10.58079/n4t0

Co-Restart (7 mai 2022). *WP1 – ADAPT. Co-RESTART*. Consulté le 18 août 2024 à l'adresse https://doi.org/10.58079/n4ss

Corneloup, J. (2023). *Chapitre 7. L'habitabilité récréative, une notion référente* (p. 153-166). Presses universitaires de Grenoble. https://www.cairn.info/la-montagne-recreative--9782706147227-p-167.htm

Cour des Comptes. (2024). *Les stations de montagne face au changement climatique*. https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2024-02/20240206-Stations-de-montagne-face-au-changement-climatique.pdf

Demargne, N., Garcia, J., Mermoud, G., Mollard, J. M., Mollard, N., Garcia, A., Mermoud, D., Pelloux, J. et Vauthier, L. (2009). *Les Contamines-Montjoie 1900-1960 Thème 1 : Au fil des hameaux. Association Mémoire Histoire et Patrimoine des Contamines-Montjoie*, Bulletin 2, 52.

Dossier complet – Commune des Contamines-Montjoie (74085) | Insee. (s. d.). https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-74085

Einhorn, B., Eckert, N., Chaix, C., Ravanel, L., Deline, P., Gardent, M., Boudières, V., Richard, D., Vengeon, J.-M., Giraud, G. et Schoeneich, P. (2015). *Changements climatiques et risques naturels dans les Alpes*. Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine, (103-2). https://doi.org/10.4000/rga.2829

Enneigement et changement climatique | Météo-France. (s. d.). https://meteofrance.com/le-changement-climatique/observer-le-changement-climatique/changement-climatique-et-enneigement

François, H., Samacoïts, R., Bird, D. N., Köberl, J., Prettenthaler, F. et Morin, S. (2023). *Climate change exacerbates snow-water-energy challenges for European ski tourism*. Nature Climate Change, 1-32. https://doi.org/10.1038/s41558-023-01759-5

Gaston Berger. (1959). *L'atitude prospective*. Dans Phénoménologie du temps et prospective (Paris : L'Encyclopédie française). Paris : PUF.

GIEC. (2019). *L'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique*. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/3/2020/07/SROCC_SPM_fr.pdf

Gras, T. (2022). *La collaboration entre la recherche universitaire et les acteurs des territoires pour la co-construction de projets d'adaptation au changement climatique*.

Gwiazdzinski, L., Cholat, F., Colleoni, M. et Daconto, L. (2020). *Habiter les montagnes d'aujourd'hui et de demain*. Dans Vivere la Montagna. Abitanti, attività e strategie (p. 190). Franco Angelli. https://doi.org/10/document

Olori, D. et Marzo, A. (2020). Abitare il Cratere. L'Appennino Centrale oggi tra Soluzioni Abitative d'Emergenza e nuove traiettorie di sviluppo. Dans *Vivere la Montagna* (Franco Angeli, p. 190). https://francoangeli.azureedge.net/fa-contenuti/area_pdfdemo/1562.52_demo.pdf

Heurgon, É. (2020). Préface. *Prospective & co-construction de stratégies territoriales face aux mutations des sociétés*. Dans Prospective et co-construction des territoires au XXIe siècle (p. 5-17). Hermann. https://doi.org/10.3917/herm.laudi.2020.01.0007

Jancovici, J.-M. (2015). *Dormez tranquilles jusqu'en 2100: Et autres malentendus sur le climat et l'énergie*. Odile Jacob.

Jomelli, V., Brunstein, D., Déqué, M., Vrac, M. et Grancher, D. (2009). *Impacts of future climatic change (2070–2099) on the potential occurrence of debris flows: a case study in the Massif des Ecrins* (French Alps). Climatic Change, 97(1-2), 171-191. https://doi.org/10.1007/s10584-009-9616-0

Martin, S. et Gaspard, A. (2017). *Les comportements, levier de la transition écologique ? Comprendre et influencer les comportements individuels et les dynamiques collectives*. Futuribles, 419(4), 33-44. https://doi.org/10.3917/futur.419.0033

Melcion, N. et Bidaud, C. (2018). *La psychologie sociale au service de la biodiversité*. Sciences Eaux & Territoires, 25(1), 34-37. https://doi.org/10.3917/set.025.0034

Météo-France, INRAE, Dianeige. (2023). *Etude d'impact du changement climatique sur la station des : Contamines*. Enquête Climnsow.

Métral, P.-A. (2021). *Les trajectoires de reconversion post-touristiques des stations de ski fermées françaises*. Géocarrefour, 95(2). https://doi.org/10.4000/geocarrefour.18343

Montagnes. (s. d.-a). *Philippe Bourdeau : « Préoccupons-nous d'abord des gens qui veulent vivre et travailler en montagne »*. Montagnes Magazine : actu montagne, Himalaya et test de matériel d'alpinisme, ski rando et de randonnée. https://www.montagnes-magazine.com/actus-philippe-bourdeau-preoccupons-nous-abord-gens-veulent-vivre-travailler-montagne

Montagnes. (s. d.-b). *Pierre-Alexandre Métral : « La fermeture d'une station est souvent un crève-cœur, mais elle peut être préférable »*. Montagnes Magazine : actu montagne, Himalaya et test de matériel d'alpinisme, ski rando et de randonnée. https://www.montagnes-magazine.com/actus-pierre-alexandre-metral-fermeture-une-station-souvent-creve-coeur-peut-etre-preferable

Morin, S. (2022). *Les enjeux transverses du changement climatique en montagne*. Dans Les enjeux transverses du changement climatique en montagne (p. 1-9). Presses universitaires de Grenoble. https://www.cairn.info/les-enjeux-transverses-du-changement-climatique-en-montagne--9782706152702-p-1.htm

Narcy-Combes, J.-P. (2001). *La recherche-action en didactique des langues : apprentissage, compagnonnage ou évolution libre ?* Les cahiers de l'APLIUT. Pédagogie et Recherche, (Vol. XXI N° 2), 40-52. https://doi.org/10.4000/apliut.4639

OPPC. (2013). *Etude sur l'adaptation au changement climatique dans les Pyrénées : Profil des Pyrénées*.

Piazza Morel, 2017, Berger/Liébault/Gaucherand/janssen/Cordonnier/Kunstler, Véron, Nettier, françois, in Piazza Morel, 2017

Prudent-Richard, Gillet, Vengeon, Descotes-Genon, Einhorn, Bourjot, Deniset, Bourcier, Richard, Vincent, Etchevers, Gruber, Haeberli, Roer, Zempf, Loglisci, Pelosini, Lang, Obled, … Marcelpoil. (2008). *Changement climatiques dans les Alpes : Impacts et risques naturels* (no Rapport Technique N°1). ONERC (Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique), Pôle Grenoblois d'études et de recherche pour la prévention des Risques Naturels (PGRN), Région Rhône-Alpes. https://risknat.org/wp-content/uploads/2021/08/2008_Rapport_Technique_No1_ONERC_PGRN_RRA_ClimChAlp_FR.pdf

Rogers, E. M. (1983). *Diffusion of innovations* (3rd ed). Free Press ; Collier Macmillan.

Sauri, D. et Llurdés, J. C. (2020). Changement climatiques et stratégies d'adaptation dans les stations de ski catalanes espagnoles. Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine, (108-1). https://doi.org/10.4000/rga.6782

Spandre, P., François, H., Verfaillie, D., Lafaysse, M., Déqué, M., Eckert, N., George, E. et Morin, S. (2019). *Climate controls on snow reliability in French Alps ski resorts*. Scientific Reports, 9(1), 8043. https://doi.org/10.1038/s41598-019-44068-8

Terrier, C., Sylvander, M. et Khiati, A. (2005). *En haute saison touristique, la population présente double dans certains départements*. Insee Première, n°1050, 4.

Texier, P., Chouraqui, F. et Maillefert, M. (s. d.). *La robustesse des moyens d'existence des habitants de Ceillac et des Contamines-Montjoie : regard croisé*. Co-Restart. ([Livret provisoire]).

Texier, P. et Maillefert, M. (2021, 21 juin). *Poster de restitution du projet Co-Restart n°4 : « Remonter le temps aux Contamines-Montjoie »*.

Texier, P., Maillefert, M., (2024), *Analyse des trajectoires de développement de deux territoires alpins dans le temps long : une approche par les capacités adaptatives héritées*. en révision pour la revue Géographie, économie, Sociétés.

Tourisme de montagne : la transition vers des activités de toutes saisons doit se faire « de manière raisonnée ». (2022, 7 mars). https://www.banquedesterritoires.fr/tourisme-de-montagne-la-transition-vers-des-activites-de-toutes-saisons-doit-se-faire-de-maniere

Viguié, V. (2022). *Les liens entre adaptation et atténuation : quand s'adapter aggrave le changement climatique*. Annales des Mines - Responsabilité & environnement, 106(2), 72-75. https://doi.org/10.3917/re1.106.0072

Vlès, V. (2019). *Stations de ski alpin des Pyrénées : des territoires touristiques aux abords du point de bascule*. Dans L'environnement dans la fabrique des transitions sociétales. L'Hamattan. https://hal.science/hal-01968699

Table des illustrations

Figure 1 : Carte orthophotogrammétrique de la commune (source : Wikipédia)

Figure 2 : Lave torrentielle du Nant d'Armancette, le 22 août 2005 (source : PPR 2016 Contamines-Montjoie)

Figure 3 : « Village et villes (1935) » (source : geneanet)

Figure 4 : Cartographie des profils types des communes alpines selon l'indice OBREM'ALP (source : Gras T., Texier P., Lovin L., 2022)

Figure 5 : Diagramme représentant les ressources de la commune selon l'indice OBREM'ALP (source : synthèse communale de recommandations OBREM'ALP)

Figure 6 : Schéma simplifié de la méthodologie du stage

Figure 7 : Schéma simplifié de la trame méthodologique des ateliers de co-construction

Figure 8 : Photo de l'atelier de travail – groupe des agriculteurs

Figure 9 : Exemple d'orientation co-construite – groupe des jeunes

Figure 10 : Tableau répertoire des membres du comité technique et de leur fonction socio-professionnelle

Figure 11 : Tableau de comparaison des pistes stratégiques OBRELM'ALP avancées par les chercheurs aux orientations définies en atelier par les acteurs de terrain

Figure 12 : Schéma simplifié de l'architecture du plan d'action de résilience

Figure 13 : Schéma simplifié du contenu du plan d'action (orientations et objectifs)

Table des matières

Avant-propos **3**

Introduction **5**

I - La transition des territoires alpins face au changement climatique **9**

I.1. Les montagnes alpines, au cœur de l'urgence climatique **9**

I.1.1. Les stations de ski alpin, entre réalité et mirage 9

I.1.2. Le poids du tourisme sur le développement territorial : une impasse ? 13

I.1.3. Les voies de l'adaptation : quelles trajectoires pour quelles transitions ? 18

I.2. La dynamique acteurs-chercheurs et le choix de co-construire la transition **20**

I.2.1. La pertinence de l'approche acteurs-chercheurs dans le développement territorial 20

I.2.2. Une transition co-construite par les acteurs locaux ou la rencontre d'un destin collectif 22

I.2.3. Les enjeux de l'accompagnement d'une dynamique de transition à plusieurs vitesses 23

I.3. Les Contamines-Montjoie, entre résistance et résilience **26**

I.3.1. La station-village des Contamines-Montjoie au carrefour des transformations 26

I.3.2. Les Contamines-Montjoie et l'enjeu de la transition vers une terre résiliente 29

II – Méthodologie **33**

II.1. L'indice OBREM'ALP : de la conception du diagnostic à l'enjeu de l'opérationnalisation **33**

II.1.1. OBREM'ALP, un indice co-construit pour évaluer la résilience du massif alpin 33

II.1.2. Un stage aux Contamines pour accompagner la mise en œuvre des recommandations de l'indice de résilience OBREM'ALP pour la commune 36

II.1.3. L'indice OBREM'ALP à l'épreuve du « territoire vécu » 36

II.2. La démarche méthodologique d'opérationnalisation en quatre phases **40**

II.2.1. PHASE 1 : Construire les bases argumentaires du plan d'action : l'actualisation du diagnostic de l'indice de résilience OBREM'ALP 40

II.2.2. PHASE 2 : Expérimenter l'intelligence collective : les ateliers de groupe par catégories socio-professionnelles 43

II.2.3. PHASE 3 : Concilier besoins et faisabilité : le plan d'action de résilience territorial 46

II.2.4. PHASE 4 : Restituer et valider collectivement le plan d'action : le défi de la pérennisation du plan d'action 48

II.3. Biais et limites méthodologiques 49

II.3.1. Des données essentielles déficitaires au niveau communal qui bornent l'actualisation du diagnostic 49

II.3.2. Une diversité de consciences marquée des acteurs de terrain face au changement climatique 50

II.3.3. Des barrières réglementaires actuelles qui entravent la faisabilité des actions co-construites 51

II.3.4. Un portage institutionnel en question au regard de l'ambition du projet 53

III - Le plan d'action de résilience socio-économique des Contamines-Montjoie face au dérèglement climatique 54

III.1. Le plan d'action au carrefour du travail de chercheur et de la voix des habitants 54

III.1.1. L'articulation de la dynamique recherche-action-participation face aux enjeux d'avenir 54

III.1.2. La complémentarité du dialogue acteur-chercheur dans la co-construction du plan d'action 56

III.2. Le plan d'action de résilience socio-économique des Contamines-Montjoie face au dérèglement climatique 58

III.2.1. Le plan d'action, la transversalité déclinée en cinq orientations stratégiques 58

III.2.2. Les éléments qualitatifs apportés par la co-construction : un fil rouge pour le plan d'action 60

III.3. Co-construire : la rencontre des acteurs de terrain avec les logiques institutionnelles 67

III.3.1. De la difficulté de confronter la réalité politique au plan d'action co-construit 67

III.3.2. De la nécessité d'intégrer les instances et les évolutions exogènes au territoire 70

Conclusion 71

Bibliographie 73

Table des illustrations 77

Table des matières 78

ANNEXES 80

ANNEXES

Annexe 1 : Synthèse communale de recommandations OBREM'ALP pour l'adaptation des Contamines-Montjoie

Annexe 2 : Schéma systémique des axes stratégiques conçues par les chercheurs dans le cadre du projet CORESTART'ADAPT

Annexe 3 : Lettre de mission de stage

Annexe 4 : Diagnostic actualisé du territoire

Annexe 5 : Document de synthèse du rapport « Climsnow » - analyse de l'évolution de l'enneigement dans la station des Contamines

Annexe 6 : Extrait de la lettre d'info de la mairie des Contamines-Montjoie – avril 2024 (p.4)

Annexe 7 : Mail type d'invitation aux ateliers de travail en groupe

Annexe 8 : Introduction de cadrage méthodologique des ateliers de travail en groupe

Annexe 9 : Trame méthodologique détaillée des ateliers de travail en groupe

Annexe 10 : Questionnaire de présentation type adressé aux participant des ateliers de travail en groupe

Annexe 11 : Document de synthèse du contenu des ateliers de travail en groupe

Annexe 12 : Retranscription Atelier 1 Groupe Aînés

Annexe 13 : Retranscription Atelier 2 Groupe Aînés

Annexe 14 : Retranscription Atelier 1 Groupe Jeunes

Annexe 15 : Retranscription Atelier 2 Groupe Jeunes

Annexe 16 : Retranscription Atelier 1 Groupe Nouveaux arrivants

Annexe 17 : Retranscription Atelier 2 Groupe Nouveaux arrivants

Annexe 18 : Retranscription Atelier 1 Groupe Familles

Annexe 19 : Retranscription Atelier 2 Groupe Familles

Annexe 20 : Retranscription Atelier 1 Groupe Résidents secondaires

Annexe 21 : Retranscription Atelier 2 Groupe Résidents secondaires

Annexe 22 : Retranscription Atelier Groupe Agriculteurs

Annexe 23 : Retranscription Atelier Groupe Commerçants

Annexe 24 : Retranscription Entretien Restaurateur

Annexe 25 : Mail type d'invitation aux réunions de COTECH

Annexe 26 : Extrait du bulletin municipal de la mairie des Contamines-Montjoie – août 2024 (p.34)

Annexe 27 : Echange par mail avec un élu

Annexe 28 : Schéma simplifié du plan d'action de résilience territorial (orientations, objectifs et actions)

Annexe 29 : Plan d'action de résilience territorial

Annexe 30 : Grille de Benchmark des actions du plan d'action menées dans d'autres territoires

Annexe 31 : Grille de Benchmark des territoires de montagne inspirants en cours de transition

Annexe 32 : Compte-rendu de la première réunion du comité technique

Annexe 33 : Compte-rendu de la deuxième réunion du comité technique

Annexe 34 : Compte-rendu de la troisième réunion du comité technique